

Les valeurs Changements et perspectives

RAHMA BOURQIA

<i>Introduction : Valeurs et développement humain</i>	63
1. Les valeurs : fonctions et évolution	64
2. Le registre traditionnel des valeurs au lendemain de l'indépendance	66
2.1. Le répertoire traditionnel des valeurs	66
2.2. Les sphères de la famille, de la collectivité et les valeurs	68
2.3. Les sources de l'ordre éthique traditionnel : la religion, les croyances et les pratiques sociales	70
3. Changement social et valeurs	71
4. Négociation autour des valeurs	73
4.1. Changement de sources de l'ordre normatif	73
4.2. Les valeurs tradition/modernité : les tendances	74
4.3. Valeurs en décatation et valeurs en émergence	75
5. Les valeurs/supports du développement humain : quelques données	77
5.1. L'ordre éthique	77
5.1.1. Le bien et le mal	77
5.1.2. Spiritualité	78
5.1.3. La baraka aujourd'hui	79
5.2. L'ordre politique et la démocratie comme valeur	80
5.2.1. Intérêt pour la politique et participation	80
5.2.2. Actions politiques et nouvelles formes du politique	84
5.2.3. La gouvernance	85
5.3. La confiance en question	87
5.4. La valeur de l'obéissance à l'épreuve	89

5.4.1. Obéissance au sein de la famille	89
5.4.2. Obéissance dans le cadre professionnel	90
5.7.3. Obéissance et ordre social	91
5.5. Autonomie et responsabilité	91
5.6. Degré de satisfaction	93
5.6.1. Au niveau individuel	93
5.6.2. Au niveau de la collectivité	94
5.7. Le travail est-il une valeur ?	94
5.7.1. Valorisation d'un travail sécurisant	96
5.7.2. Valorisation d'un compétence et du mérite	95
5.7.3. Prendre le risque : phénomène émergeant	96
5.8. Le sentiment d'appartenance	96
5.9. Perspectives pour le Maroc	97
6. Perspectives conceptuelles	99
7. Perspectives	102
7.1. Le politique	102
7.2. Le savoir et la connaissance	103
7.3. Nouveaux indices du développement humain	104

Introduction : valeurs et développement humain

Les sociologues s'accordent à considérer les valeurs comme un ensemble d'idéaux repères qui structurent l'ordre éthique et régulent la vie en société. Les valeurs délimitent le territoire normatif, orientent les comportements, et guident les pratiques aussi bien collectives qu'individuelles d'une société. Il n'est point surprenant aujourd'hui de voir les chercheurs, à travers le monde, s'intéresser à l'étude des valeurs et aux questionnements sur leur déclin et leur crise. On pourrait s'interroger sur le rapport des valeurs au développement humain qui constitue la trame de fond des contributions dans ce « rapport 50 ans de développement humain au Maroc » et sur leur rôle dans la cohésion sociale.

Il est indéniable que les rapports du PNUD sur le développement humain ont élargi les critères et les indices du développement humain de manière à englober un certain nombre de facteurs se rapportant au terrain du social et de la gouvernance, et qui interviennent dans les processus de développement; ces facteurs qui étaient négligés dans une approche économique réductrice du développement. -Il demeure que la complexité des sociétés en voie de développement implique plus d'efforts et de travail conceptuel à faire sur le concept de développement humain et sur ses composantes afin qu'il englobe cette complexité. Certains auteurs ont repéré trois dimensions importantes de ce développement:

1. La composante développement socioéconomique qu'on pourrait décliner en plusieurs éléments, sur lesquels se base le rapport du PNUD (croissance économique, éducation, santé, environnement, égalité des sexes, etc.), à savoir les objectifs du millénaire.
2. La composante culturelle, ou valeurs dont le changement est lié au développement socio-économique et qui a besoin d'être déclinée en plusieurs éléments/ valeurs, telles que: participation à la vie politique et publique, travail, autonomie, individualisation, responsabilité, motivation, gestion des risques, etc.
3. La composante politique institutionnelle, performance démocratique et son corollaire le système de gouvernance.

Chris Welzel, Ronald Inglehart et Hans-Dieter Klingemann¹ présentent ces trois composantes dans le modèle suivant :

Composantes du développement humain			
	Economique	Culturelle / valeurs	Politique
Composante	Les ressources et l'accès aux ressources	Expression des valeurs	Les droits institutionnels effectifs
Processus	Développement socioéconomique	Le changement culturel	Démocratisation
Sphère où la composante intervient	Moyens	Motivations	Lois, règles et procédures
Convergence de ces composantes : développement humain			

1. Chris Welzel, Ronald Inglehart and Hans-Dieter Klingemann. Human Development as a Theory of Social Change : A Cross-Cultural Perspective. Site Web : World value surveille.

Ces trois composantes interviennent dans l'appréciation du développement humain, et chacune pourrait être déclinée en plusieurs éléments. Ce développement se définit ainsi par le but ultime à atteindre, à savoir celui du développement qui intègre les trois composantes. La convergence de ces dernières permet de le réaliser : un accès, le plus performant possible, aux ressources ; une forte motivation des populations, avec un système de valeurs qui les mobilisent pour le développement ; une meilleure garantie institutionnelle et une confiance dans le système de gouvernance.

Il se trouve que ces trois composantes n'avancent pas toujours au même rythme, d'où la nécessité pour les politiques de prendre en charge chaque composante en adoptant la stratégie adéquate pour la faire articuler avec les autres.

Cette contribution vise donc à examiner l'évolution des valeurs depuis l'indépendance du Maroc, en basant la réflexion sur toute une littérature produite sur les valeurs et qui nous servirait de cadre conceptuel, ainsi que sur des études éparses sur la culture et la société marocaines². Il faudrait noter la rareté des études et des recherches qui ont analysé d'une manière régulière la société marocaine et l'absence de données sur la période qui s'étend de l'indépendance à nos jours. Sur les valeurs, à part quelques études sur les jeunes étudiants, menées par l'auteur avec d'autres collègues, on ne trouve pas d'autres sur le thème. Cette absence devrait être comblée dans l'avenir avec des études régulières et un vaste programme de recherche visant la connaissance de la société marocaine.

1. Les valeurs : fonctions et évolution

Les valeurs sont étroitement imbriquées aux représentations et aux opinions, bien qu'elles s'en distinguent. Les représentations sociales s'inscrivent dans un champ plus large que celui des valeurs, à savoir le champ de la culture d'une société. « Les représentations sociales sont des formes de « programmes » culturels agissant sur les groupes et leurs membres Ont une emprise sur la genèse de notre culture et de nos idées, sur nos pratiques et nos choix les plus divers »³. Sans qu'elles constituent une causalité linéaire et absolue, les représentations influent d'une certaine manière sur les attitudes et les conduites et s'alimentent du système de valeurs.

Cette distinction entre représentations sociales et valeurs se base sur une différenciation qu'on pourrait faire entre l'ordre éthique et l'ordre social, dans la mesure où les valeurs opèrent dans la sphère éthique et les représentations dans la sphère culturelle et sociale. Néanmoins, cette différenciation se retrouve nuancée lorsque certaines représentations s'articulent sur des notions sociales devenues valeurs. Par exemple, ce qui détermine le prestige des gens pourrait devenir une valeur sociale sans que ce soit une valeur morale. De même que les valeurs morales pourraient justifier et légitimer des pratiques sociales. Les sociétés placent ainsi aux niveaux des représentations sociales tout ce qu'elles valorisent : valeurs morales et valeurs sociales.

Les opinions exprimant des points de vues individuels sont corollaires du libéralisme et de l'individualisme. Ce n'est point un hasard que les sociétés libérales ont mis au point des méthodes pour saisir les opinions, à travers les sondages d'opinion, qui sont devenus un outil pour mesurer la tension des opinions politiques. Il est certain que les opinions sont souvent ponctuelles et formulées à la demande dans les sociétés d'aujourd'hui, elles expriment et reflètent, néanmoins, le système de valeur existant. Il se trouve que les représentations se construisent dans les champs du social et du culturel, et s'imbriquent avec les valeurs, les croyances et les opinions. Toutefois, seules les valeurs structurent et délimitent l'ordre éthique pour constituer les garants de la légitimité des normes de la société.

2. On se basera pour la période actuelle surtout sur les données de l'Enquête Mondiale sur les valeurs.

3. Jean-Marie Seca. Les représentations sociales. Armand Colin. 2002, p- 5

Dans ce rapport, nous allons nous référer aux valeurs à la fois comme valeurs éthiques, sociales et politiques, exprimées par des opinions et soutenues par des représentations et des croyances. Les valeurs acquièrent une importance pour le développement humain dans la mesure où leur étude permet :

1. D'apprécier le degré et les types de cohésion sociale⁴ et par conséquent sa capacité de mobilisation autour d'un projet. *A priori*, plus une société se partage les mêmes valeurs, plus le degré de cohésion est élevé et plus elle présente un potentiel de mobilisation. Néanmoins, les sociétés contemporaines font émerger une cohésion différenciée où la mobilisation consiste à tenir compte des différences.
2. D'apprécier le degré de motivation et l'implication dans le développement.
3. D'apprécier la relation ressources/moyens et les motivations des individus et des groupes.
4. De fournir les éléments pour tracer une politique d'articulation des valeurs avec le développement économique.

En se référant au système normatif de la société marocaine et son évolution depuis l'indépendance quelques changements sont repérables⁵. Le discours du sens commun, véhiculé par les gens aujourd'hui, évoque avec nostalgie ces changements et le recul des valeurs. Pourrait-on ainsi parler de recul des valeurs, ou bien d'une évolution où on assiste à une nouvelle refondation et reconstruction des valeurs ?

Lorsqu'elles sont partagées et acceptées, les valeurs reflètent un degré élevé de cohésion sociale. Néanmoins, les valeurs ne sont pas immuables, elles subissent la loi du changement de la société. Dans l'étude des valeurs, il faudrait tenir compte de deux facteurs :

1. Un facteur relevant de la nature des valeurs, à savoir qu'il existe des valeurs de principes, des valeurs intériorisées et des valeurs en pratique, d'où la complexité de l'étude des valeurs⁶. Une analyse de celles-ci devrait repérer ces types et leur niveau d'intervention.
2. Un facteur de changement, dans la mesure où l'évolution de l'histoire récente des valeurs depuis l'indépendance s'est faite en trois temps archéologiques ? et non linéaires :
 - La période se situant dans le passé et qui se prolonge dans le présent avec une société marocaine ayant hérité d'un référentiel traditionnel de valeurs.
 - La période de l'indépendance jusqu'aux années 90 où la société a connu des changements sociaux importants : une tranche importante de la population est passée par l'instruction, et devient ainsi exposée à une nouvelle forme de socialisation et aux effets des médias. L'universalité de certaines valeurs commence à s'imposer. C'est aussi une période où on assiste à un changement au niveau des sources de valeurs.
 - La période allant du début des années 90 jusqu'à nos jours : la société marocaine connaît un processus de refonte des valeurs qui demande à être étudié pour en cerner l'évolution future.

Si nous délimitons ces trois périodes qui marquent l'évolution qu'ont connu les valeurs au sein de la société marocaine, il faudrait préciser aussi qu'elles ne constituent nullement des étapes bien tranchées avec des lignes de démarcation bien définies. Les frontières entre les périodes sont mouvantes ; chaque période se prolonge dans la suivante et ses composantes s'y retrouvent intégrées.

4. Il serait pertinent de rappeler ici la thèse du sociologue Max Weber sur l'éthique protestante et l'esprit du capitalisme, qui soutient l'idée que la morale et les valeurs protestantes, qui valorisent l'épargne, l'esprit d'économie et la sobriété, ont été à l'origine de l'émergence de l'esprit capitaliste des sociétés occidentales.

5. Je dis bien les valeurs en fonction dans la société, en sachant qu'il y a toute une littérature théologique abondante sur les valeurs en islam. Par exemple : الدكتور محمد الكاني . منظومة القيم المرجعية في الإسلام 2004 . منشورات المنظمة الإسلامية للدراسات والعلوم والثقافة

6. Voir Roger Sue, « Essor des associations et nouvelles solidarités ». Dans : Où vont les valeurs ? Edition UNESCO, Albin Michel, 2004, pp. 149-152

La particularité de l'évolution des valeurs consiste dans le fait qu'elle n'a pas le même rythme que ceux des autres faits sociaux, dans la mesure où les valeurs ont un ancrage dans les consciences et les mentalités ; elles mettent plus de temps pour changer, voire même qu'elles connaissent, dans certains cas une « involution » ou des retours en arrière dans la trajectoire de l'histoire.

Il est évident que la société marocaine a subi des transformations depuis l'indépendance. Il s'en suit que la sphère des valeurs a connu, par voie de conséquence, un changement. Comment cerner ce changement, quels en sont les signes et quel est son contenu ?

Il faudrait réitérer le fait que les études sur l'évolution des représentations et des valeurs des marocains sont presque inexistantes. Et dans ce domaine on ne pourrait qu'avancer quelques hypothèses qui mettent en avant la relation entre les structures, les rapports sociaux et les valeurs. Les éléments de ces hypothèses sont les suivants :

- Il existait un référentiel de valeurs traditionnelles qui les situait dans les rapports interpersonnels et qui avait ses canaux de production et de reproduction.
- Ce référentiel a été confronté à des facteurs de changement -des modes de vie (apparition de nouveaux besoins), de la mobilité des population (rural/ urbain, pays/ étranger), et aux changements des canaux de production de valeurs : l'école, les médias, les pairs, les réseaux, etc.
- Actuellement, il y a plusieurs valeurs en compétition et une multiplicité de canaux de leur production ; on assiste à l'ouverture du marché des valeurs et à un processus de refondation de leur système.

2. Le registre traditionnel des valeurs au lendemain de l'indépendance

2.1. Le répertoire traditionnel des valeurs

À défaut d'études réalisées sur le référentiel traditionnel et sur les mentalités des marocains au début de l'indépendance, les études qui ont été réalisées durant la période coloniale sur les croyances et pratiques religieuses, sur les traditions, les coutumes et sur la mentalité des marocains, ainsi que la tradition orale et le discours véhiculé par les personnes âgées sur le passé et leurs valeurs; pourraient nous renseigner sur le système des valeurs des marocains de l'époque.

La société marocaine, après l'indépendance, a hérité d'un ensemble de valeurs traditionnelles qui interviennent dans les relations des individus et des groupes avec l'état et la collectivité. La religion, la coutume, la tradition, et le droit coutumier sont les principales sources des valeurs, véritables réservoirs référentiels de valeurs morales qui régissent l'appréciation de l'individu, les relations sociales et les rapports à la communauté. On pourrait énumérer quelques notions, évoquées avec nostalgie par les personnes âgées pour parler des valeurs d'antan, qui constituent un lexique -des valeurs- du registre traditionnel. Ce lexique se compose de valeurs éthiques qui interviennent à l'échelle individuelle, dans la sphère familiale et dans la relation à la communauté. On pourrait les présenter sous forme de grille comme suit :

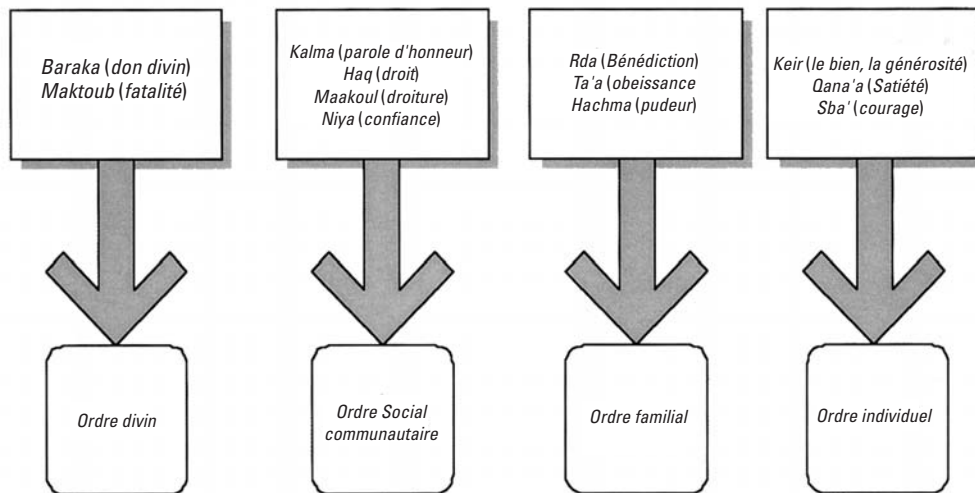
Grille des valeurs traditionnelles

Les valeurs	Définition/traduction	Niveau d'intervention
Baraka	Bénédiction divine accordée à l'individu ou au groupe	La baraka est initialement un attribut des chérifs descendants du prophète. Mais elle est aussi don divin attribué aux choses, à certaines personnes ou collectivités. Elle se manifeste à travers leur prospérité et dans l'accumulation des biens, de la richesse, et dans la réussite sociale de la progéniture.

<i>Sbar</i>	Courage et endurance	C'est une valeur d'endurance qui accompagne l'individu ou le groupe frappé par un malheur, offre la capacité de surmonter les épreuves de la vie. C'est une valeur, -au niveau individuel, souvent attribuée aux femmes au sein de la relation conjugale. Une femme doit se munir d'endurance (<i>sbar</i>) même lorsqu'elle mène une vie inconfortable avec son mari, pour préserver son couple, surtout lorsqu'elle a des enfants.
<i>Ta'a/rda</i>	Obéissance/ bénédiction parentale	L'obéissance était une valeur, surtout celle des enfants par rapport aux parents. Les enfants doivent recevoir la bénédiction (<i>rda</i>) de leurs parents, signe de satisfaction de ces parents envers leur progéniture, autrement la malédiction (<i>sakht</i>) les guette. L'obéissance s'étend à d'autres rapports : époux/épouse, aîné/cadet, détenteur d'autorité et de pouvoir/subordonné, état (<i>makhzen</i>)/ sujet, etc. Dans tous ces cas, son corollaire est le commandement (<i>lahkam</i>) qui maintient l'ordre des choses.
<i>AL maakoul</i>	Droiture et sérieux	La droiture (<i>al maakoul</i>) est un attribut individuel qui intervient dans le rapport aux autres. Il est reconnu par les autres en tant que tel.
<i>niya</i>	Croyance/ confiance / bonne intention	<i>niya</i> caractérise l'individu qui a toujours une bonne intention. Un adage populaire marocain dit : « crois en <i>niya</i> et dors avec la vipère ». Autrement dit, celui qui a la <i>niya</i> , c'est-à-dire une bonne intention, même lorsqu'il se trouve en face du mal, celui-ci ne l'atteint pas. En d'autres termes, une bonne intention finit toujours par triompher. <i>niya</i> est cette confiance qu'on a en l'autre. Elle est le soubassement de la culture de la confiance. Pour vivre en collectivités et dans les rapports interpersonnels, il faut faire confiance.
<i>AL kalma</i>	Parole (parole d'honneur)	Elle est valeur individuelle mais elle régit aussi les relations sociales.
<i>AL haq</i>	Droit et justice	<i>Al haq</i> est une valeur et un principe. <i>Al haq</i> est accordé par Dieu, par le gouvernant, et par la collectivité. <i>Al haq</i> est reconnu par tous en tant que tel. Il se dresse contre le non droit (<i>al batal</i>)
<i>AL khair</i>	Le bien et la générosité	Le bien est la valeur par excellence. Il est une valeur individuelle mais aussi collective, son antipode étant le mal (<i>shar</i>)
<i>Qana'a</i>	Satiété	Est une valeur qui refoule les frustrations de la pauvreté et du manque de réussite sociale et atténue l'élan de l'ambition. Elle est individuelle ou collective.
<i>AL maktoub</i>	Fatalité	Il s'agit d'une croyance et non d'une valeur. Elle transcende les comportements individuels et collectifs. Elle atténue et relativise la responsabilité individuelle et collective. Nous l'avons intégrée dans le répertoire des valeurs pour suivre son évolution aujourd'hui au niveau des représentations.

Ce répertoire des valeurs du registre traditionnel n'est point exhaustif. D'autres valeurs ont certainement fait partie du répertoire traditionnel, nous en énumérons celles qui nous paraissent être significatives pour l'évolution des valeurs de la société marocaine se rapportant à l'individu, à la famille, à la communauté et au sacré. On pourrait les représenter sous formes de grappes.

Ordres et grappes de valeurs



La société marocaine d'après l'indépendance avait déjà commencé à connaître un changement important, dû à l'impact du protectorat, qui a mis à l'épreuve le système des représentations et des valeurs avec l'introduction de nouvelles valeurs ayant bousculé le rapport des individus et des collectivités au temps et à l'espace ainsi que les rapports sociaux.

Quels sont les niveaux d'intervention de ce répertoire traditionnel et quelles sont les sphères dans lesquelles il opère ?

2.2. Les sphères de la famille, de la collectivité et les valeurs

La famille est la première institution où se transmettent et se reproduisent les valeurs. L'organisation familiale traditionnelle et son modèle de famille étendue est maintenue et régie par le principe de hiérarchie prononcée et par le principe d'autorité. Il est certain que des différenciations existaient entre le milieu rural et urbain en ce qui concerne les modes et les niveaux de vie. Néanmoins, les principes qui régulent les relations entre les parents et enfants, entre hommes et femmes et entre les aînés et les cadets sont presque les mêmes dans les deux milieux, à savoir ceux de l'autorité.

Sans s'étendre sur l'organisation et la division du travail au sein de la famille qui feront l'objet de contribution séparée, on se limitera à mettre en évidence les valeurs qui sous-tendent l'organisation familiale, à savoir celle de l'obéissance à l'autorité des parents, qui est renforcée par la valeur de la bénédiction parentale (*rda*) laquelle régit les relations de filiation. Toute progéniture fait de son mieux pour éviter le bannissement (*sakht*) des parents, antipode de la bénédiction parentale. Celle-ci devient une forme de satisfaction qu'éprouvent les parents lorsque leur autorité est confirmée et obéie. L'attitude envers les parents est tranchée : soit que les enfants se rangent du côté de la bénédiction sinon ils sont bannis. Etre banni par ses parents, équivaut à un bannissement par Dieu, la famille et la société. La bénédiction des parents est une valeur morale que tout individu recherche auprès de ses parents, l'intériorise pour qu'elle conditionne ses rapports aux parents et lui évite de basculer dans le bannissement.

Si les deux parents, père et mère, peuvent partager et offrir la bénédiction à leurs enfants, l'autorité par contre est en général du côté du père. Ce système de valeur légitime en fait la position du père qui détient

en premier lieu cette autorité. Même lorsqu'elle est excessive, elle est justifiée, légitimée et acceptée par le système des valeurs. L'autorité du père est remplacée par celle du maître au sein de l'école coranique (*msid*) ou de l'école moderne. Un adage populaire marocain, qui circulait jadis, dit que lorsque le père amène son fils à l'école, il dit au maître : « toi tu l'égorges, et moi je l'écorche », autrement dit « ton autorité complète la mienne ». On retrouve ainsi, le même principe qui règle à la fois la relation père/enfant et celle de maître/élève, à savoir le principe du couple autorité/obéissance.

Cette autorité du père s'entend pour devenir une autorité de l'époux sur l'épouse, justifiée par l'obéissance (*ta'aa*), perçue comme valeur positive qui devrait être l'attribut de toute épouse qui se respecte.

« Lorsque le père commande, il faut lui obéir sans discussion, la moindre remarque est une inconvenance. Il peut corriger comme il l'entend un fils désobéissant, si, en lui infligeant un châtiment, il le blesse, la loi n'a pas à intervenir. En pays berbère surtout, on use de ce droit avec une grande rigueur. Le père est toujours là pour infliger une correction... Il n'est pas rare de voir des enfants portant des fers aux pieds... Les enfants de notables demeurent tête basse, dans une attitude d'humble soumission devant leur père, alors qu'ils se montrent souvent arrogants à l'égard de leurs camarades et indisciplinés en classe... Même lorsque le jeune homme a plus de 20 ans, il arrive que son père le frappe.. » p.70.

« La mère, sauf lorsqu'elle est très âgée, est moins généralement respectée que le père... Cependant, nos jeunes Marocains sont sincèrement attachés à leur mère... » Paul Bourgeois. *L'univers de l'écolier marocain*. Faculté des Lettres et des Sciences Humaines. Rabat. Fascicule 3. SD (1950 ?) p.72

La bénédiction des parents, érigée en valeur par la religion, les croyances et les représentations collectives, fonctionne comme un principe qui maintient la cohésion de la famille à travers le temps. Ainsi, le devoir de l'assistance des enfants à leurs parents âgés est une implication de cette recherche de bénédiction parentale qui accompagne l'individu tout au long de sa vie. Le fait d'avoir une progéniture et les efforts déployés pour l'élever représentent un investissement à la fois affectif et matériel, qui place les enfants dans une situation de dette envers les parents.

« ...les enfants se reconnaissent très généralement le devoir de venir en aide aux parents âgés et d'assurer leur subsistance. Tous condamnent les ingrats, les maudits, « *meskhoutin* » que la société rejette car ils manquent aux devoirs les plus élémentaires envers ceux auxquels ils doivent tout. Ces devoirs sont regardés en effet comme une compensation des sacrifices consentis par les parents pour élever leurs enfants... les parents comptent sur l'assistance de leurs enfants ... Cette assistance s'étend non seulement aux ascendants, aux frères et aux sœurs plus jeunes, mais aussi aux neveux et nièces, soeurs divorcées, oncles et tantes. Ainsi semble subsister dans les esprits l'ancienne conception communautaire de la famille. ». Paul Bourgeois. *L'univers de l'écolier marocain*. Faculté des Lettres et des Sciences Humaines. Rabat. Fascicule 3. SD (1950 ?) p.73

Autour de la valeur obéissance (*ta'aa*) pivotent d'autres valeurs qui lui sont liées, telles que : la bénédiction parentale (*rda*) et le respect ou pudeur (*hachma*) envers les parents, qui fait elle aussi partie de ce répertoire traditionnel des valeurs. La pudeur des femmes vis-à-vis des hommes qui les poussent à baisser les yeux et le ton lorsqu'elles s'adressent à eux.

La valeur d'obéissance -s'étend au rapport qui oriente les rapports de hiérarchie non seulement entre le père et les enfants, mais entre les aînés et les cadets, entre les maîtres et les disciples/élèves, les détenteurs d'autorité et les subordonnés et entre gouvernants et gouvernés. Dans le système traditionnel, le principe d'autorité est la ligne directrice qui régule les rapports hiérarchiques. De même que les valeurs transmises au sein de la famille trouvent écho au *msid* et à l'école. La famille et l'école produisent les valeurs qui font que l'individu qui est socialisé selon les valeurs d'obéissance s'y soumet facilement lorsqu'elle est transposée dans d'autres domaines autres que la famille et l'école. En fait, l'obéissance est la pierre angulaire de l'ordre patriarcal qui confisque la morale religieuse pour se légitimer.

La société marocaine traditionnelle, à côté des grands préceptes religieux, dispose de tout un ensemble de coutumes et de droits coutumiers, propres aux contextes urbain et rural qui servent de base à l'application de la justice. Cette société accorde de l'importance à la droiture (*al maakoul*), valeur morale de principe, nécessaire dans les relations sociales, surtout dans le domaine du négoce. Les rapports sont supposés être basés sur la confiance (*niya*) et sur la parole donnée (*al kalma*). Ceci ne voudrait nullement dire que la transgression de ces valeurs était étrangère à la société traditionnelle. Néanmoins, on pourrait avancer que la culture de la confiance fonctionne comme principe de la cohésion sociale qui régule les rapports entre les individus.

Parmi ces valeurs on retrouve celle de la justice (*al haq*) qui est centrale au fonctionnement de la communauté. L'état (*makhzen*) et les détenteurs du pouvoir et de l'autorité sont supposés être les garants de la justice. Avec l'indépendance, c'est vers l'état qu'on se retourne pour chercher la justice et qui fait de l'état le seul gardien pour la préserver en tant que valeur.

Toutefois, la société marocaine, après l'indépendance a connu une grande transformation au niveau des règles qui régissent les rapports des individus à la communauté. C'est à ce niveau qu'on assiste à l'émergence de la valeur *nationalisme*, partagée par la société, et qui fut le mécanisme le plus important de la mobilisation des populations pour la construction de la société d'après l'indépendance.

2.3. Les sources de l'ordre éthique traditionnel : la religion, les croyances et les pratiques sociales

Les valeurs morales sont indissociables de l'ordre religieux dans la société. La religion délimite le cadre moral et dicte les valeurs à suivre par rapport à soi, aux autres et à la communauté. Vers les années 50, Paul Bourgeois, en dissertant sur l'univers de l'écolier marocain, évoque la rencontre des deux systèmes de valeurs : occidental et marocain :

« Les manuels d'enseignement moral conçus pour les écoles primaires européennes situent les devoirs envers le corps quelque peu en marge de la moralité proprement dite. Ils enveloppent en tout cas une partie de plus en plus restreinte du domaine moral. Ils sont d'ordinaires présentés comme un aspect de la dignité de l'agent moral, ou une condition de l'action morale proprement dite. D'autre part, cette morale personnelle s'est dans notre esprit, presque complètement la cisée.

Il n'en est pas de même chez nos jeunes Marocains. Leur code de morale personnelle comporte des obligations d'autant plus précises que la démarcation apparaît moins nette entre les notions de propreté physique et de pureté mystique. » Paul Bourgeois. *L'univers de l'écolier marocain*. Faculté des Lettres et des Sciences Humaines. Rabat. Fascicule_3. SD (1950 ?) p.3-4

L'école moderne introduite par la colonisation et encouragée par l'indépendance a fait émerger de nouvelles valeurs, qui sans être entièrement distantes ni franchement contradictoires, se distinguent par leurs supports religieux d'une part et laïc de l'autre.

Par exemple, le devoir de propreté n'est point traité comme valeur en soi, conçu pour éviter la maladie et améliorer l'hygiène, mais il est accompagné d'une justification mystique. La valeur propreté, corollaire de purification (*tahara*) est centrale à la pratique et à l'accomplissement de la religion. La prière n'est valable que si elle est précédée de purification (*oudo*) et la purification du mal passe par la propreté, telle est la fonction du *hammam* (bain maure). La purification rapproche de Dieu. -Ce qui permet à Paul Bourgeois de faire cette comparaison: « La toilette que font les français chaque matin est bien moins minutieuse que celle d'un bon musulman, avant chaque prière... » (p.5) Ainsi, pour l'écolier marocain musulman, propreté physique et propreté morale vont de pair.

Par ailleurs, l'ordre -social est une autre source de production de valeur ; il justifie les normes sociales. Par exemple, la propreté est aussi appréciée socialement. Les personnes malpropres sont objet de raillerie

et de moquerie au sein du groupe et de la société. La propreté et l'apparence qui l'accompagne sont des signes de distinction sociale. Les ruraux sont dépréciés parce qu'ils sont moins propres et soignent moins leur parure vestimentaire⁷. Ainsi, l'ordre éthique est soutenu à la fois par la religion et par les exigences sociales et culturelles, et les transgressions sont -sanctionnées par des punitions aussi bien divines que sociales : dépréciation et moquerie ou exclusion.

La valeur de satiété (*al qnaa*), bien qu'elle soit une valeur morale, est aussi reflet des conditions de vie, autrement dit, valeur compensatrice dans une société qui ne connaissait pas l'abondance. Ceci explique le respect observé par les marocains dans le passé envers le pain. Les besoins alimentaires sont limités. Dans une société de pénurie où l'abondance de nourriture n'était point de mise, les aliments de base tels que le pain et le lait sont objets de respect et sont entourés de préceptes ritualisés. Le pain avait une valeur, ce qui fait dire à Bourgeois que « l'obligation de « gagner son pain à la sueur de son front » ne pourrait avoir de sens pour un Chinois mangeur de riz »⁸, et j'ajouterais : ne pourrait avoir de sens dans une société d'abondance.

Il est certain que les marocains à l'aube de l'indépendance et après l'indépendance vivaient dans une société où la survie et la lutte contre les aléas de la nature viennent en tête des préoccupations, et où la satiété (*qana'a*) comme valeur aidait à surmonter la pénurie. Alors qu'aujourd'hui, avec l'amélioration du niveau de vie et avec -les changements sociaux, on assiste à l'apparition de nouveaux besoins, dont la satisfaction est devenue une question de droit.

En conclusion, on pourrait dire que les sources majeures de l'ordre traditionnel sont la religion -et le niveau de vie de la société de l'époque. Ce niveau de vie a commencé à connaître de profonds changements avec l'indépendance.

3. Changement social et valeurs

Plusieurs auteurs ont souligné l'évidence que des changements sociaux ont lieu par le fait de l'industrialisation de la société et de son interaction avec les sociétés occidentales. Mais peu d'études ont été réalisées de manière systématique sur les changements au niveau des valeurs.

Certains auteurs, qui ont étudié d'autres contextes que celui de la société marocaine, ont avancé l'idée que le changement économique et social ainsi que la modernisation des sociétés en voie de développement passent d'un état où il y a rupture entre les valeurs traditionnelles et les valeurs modernes, et finissent par connaître une convergence de ces valeurs et par la suite le recul des valeurs traditionnelles. D'autres auteurs soutiennent le contraire, et avancent une théorie de persistance des valeurs traditionnelles, malgré les changements apportés par le développement économique⁹.

La prémisse sur laquelle se basent ces théories revient à considérer le sous développement comme une affaire d'évolution selon le modèle occidental tout en négligeant le facteur colonialisme et les nouvelles formes de domination économique ainsi que l'interaction des deux systèmes. Ces théories ont été critiquées pour leur impuissance à expliquer l'évolution des valeurs dans des sociétés en voie de développement.¹⁰

7. Bourgeois : « Dans l'esprit de nos écoliers, la notion de propreté corporelle paraît s'imposer comme une nécessité morale qui n'admet aucune restriction, aucune exception. Mais elle demeure cependant différente de notre conception occidentale en ce sens qu'elle continue à tirer le principal de sa force d'impératifs sociaux et religieux... Cette confusion entre les deux notions explique aussi, dans une certaine mesure tout au moins, pourquoi nos élèves n'invoquent jamais le sentiment de dignité personnelle comme mobile essentiel de la tendance moderne de propreté. » p.8

8. Paul Bourgeois, p.30-31

9. Ronald Inglehart and Wayne Baker exposent ces théories dans leur article : «Modernization, cultural change and persistence of traditional values ». *American Sociological Review*. 2000, n°65, p. 19-51.

10. Critiqué par Immanuel Wallerstein, « Modernization : request in pace », in : *The Uses of Controversy in Sociology*. Ed. by L.A. Coser and O.N. Larsen. New York : Free Press. 1976. Pp. 131-134

Un autre présupposé consiste à considérer la société comme une entité homogène et cohérente, alors que plusieurs facteurs entraînent des différentiations sociales nouvelles qui ne sont pas sans conséquence sur le changement du système de valeurs. Tel fut le cas pour la société marocaine pendant les trois décennies après l'indépendance. Parmi ces facteurs figurent :

- L'éducation des masses, sans être généralisée, a touché progressivement la majorité des jeunes. Elle a introduit un nouveau mode de socialisation qui s'est ajouté à celui de la famille. Elle a aussi introduit un nouveau contenu éducatif et une nouvelle figure d'autorité, à savoir le maître ou la maîtresse d'école.
- Le salariat et l'emploi ont contribué à améliorer les niveaux de vie des populations par rapport à celles de la société marocaine d'après l'indépendance. De nouvelles aspirations sont apparues et se sont accompagnées de nouvelles valeurs qui ont bousculé le système traditionnel ; par exemple valorisation du fonctionnariat -garant de la sécurité.
- La mobilité spatiale interne du rural vers la ville a graduellement valorisé la ville et déprécié la campagne faisant apparaître le clivage entre les deux espaces.
- Quelques politiques publiques, telles que le planning familial et la contraception dont la réussite a contribué à changer le rôle des femmes et a valorisé l'enfant.
- La prise en charge de l'état du processus de développement, et la mise en place d'un encadrement administratif étroit à travers le Ministère de l'Intérieur (*cheikh et moqadem*), la gestion des grands travaux (surtout les barrages), les grands projets de développement, la mise en œuvre de la participation politique dans le processus démocratique à travers les élections, ont créé et renforcé la centralité de l'état dans les représentations collectives et développé un rapport de dépendance envers l'état, (l'état providence).
- Les organismes internationaux de développement ont introduit de nouvelles valeurs véhiculées par les conventions internationales ratifiées par le Maroc : droits de l'homme, des femmes, des enfants, des cultures locales, etc. qui sont devenues des valeurs universelles.

Tous ces facteurs ont engendré de nouveaux répertoires de valeurs qui sont tantôt produits par le changement social généré au sein de la société dont les populations subissent les changements économiques et les modes de vie, tantôt ils sont instaurés par l'agenda international. Ces répertoires viennent s'ajouter au répertoire traditionnel pour constituer un réservoir *composite* de valeurs, pour reprendre une notion descriptive utilisée par Paul Pascon après André Adam¹¹ pour caractériser la société marocaine.

« Les hommes qui vivent dans la société composite s'adaptent en permanence, pour y jouer leurs rôles, à la complexité du réel. Ils sont les hommes de plusieurs sociétés. En eux se liquident ou se dépassent les contradictions. Ils ne cessent de focaliser leurs volontés et leurs désirs sur les traits qui leur paraissent dominants. Et ceci aux deux niveaux : individuel et collectif. L'homme qui le matin quitte sa maison où sa femme fait ses dévotions aux ancêtres, qui ceint son poignard d'argent, signe d'homme libre, de noblesse et d'honorabilité conventionnelle, enfourche son vélomoteur, outil d'un déplacement rapide, pour rencontrer un contributeur fonctionnaire subordonné susceptible de lui obtenir par influence un crédit de campagne agricole à taux d'intérêt fixé d'avance avec une garantie de report d'échéance en cas de calamité, calamité dont l'éventualité a été calculée par les lois de la probabilité, mais calamité qu'il conjurera par l'invocation de la toute-puissance de Dieu et éventuellement une procession collective suivie de sacrifice propitiatoire d'un bélier mâle, cet homme banal en somme que l'on retrouve à peu de choses près sur toute la planète n'est pas contradictoire, et il est logique jusqu'au bout, car il intègre le caractère composite de sa société et dépasse ses contradictions par son adaptabilité permanente à toutes les exigences du social. » Paul Pascon, Etudes rurales. Idées et enquêtes sur la campagne marocaine. SMER. 1980. p. 209

11. André Adam dans son livre : *Casablanca*, a utilisé la notion de composite pour décrire les changements que connaissait la société casablancaise des années 60. Voir André Adam. *Casablanca*. CNRS, t.2, p.706.

Le schéma descriptif et explicatif de la société composite pourrait s'appliquer non seulement aux comportements et aux pratiques auxquelles Paul Pascon fait référence, mais aussi aux représentations, au système de croyance et aux valeurs véhiculées par les gens où la modernité côtoie la tradition, et où les valeurs traditionnelles comme celles de *niya*, de l'obéissance inconditionnelle au père et de *maktoub* coexistent avec celles de la responsabilité, de la concertation et du calcul rationnel. Toutefois, l'usage de ce réservoir composite de valeurs dépend des niveaux d'instruction des gens, de leur âge, des catégories sociales et des disparités spatiales et sociales. Par ailleurs, le phénomène de la globalisation et ce qu'elle a entraîné comme changements au niveau de la circulation des personnes, des idées et des modes de vie, a contribué à l'ouverture du marché des valeurs et a rendu la coexistence des ordres traditionnel et moderne plus complexe pour la société marocaine. D'où la nécessité de suivre cette évolution qui révèle que le composite n'est pas une « coexistence pacifique » d'éléments hétéroclites mais implique une interaction et une négociation continues.

4. Négociation autour des valeurs

Ce caractère composite des valeurs va connaître progressivement une évolution qui fait reculer certaines valeurs traditionnelles qui sont évoquées par les personnes âgées avec nostalgie comme celle de la *niya* et *kalma* et l'avancée d'autres comme les droits de l'homme et des femmes, l'égalité... etc.. Le composite a été dévié pour devenir négociation autour de valeurs polarisées appelées tradition, et inspirées par la religion et la modernité. Ceci ne se passe pas sans créer parfois des tensions au sein de certains débats et d'enjeux politiques qui prennent l'allure d'un conflit autour des valeurs¹².

4.1. Changement de sources de l'ordre normatif

Les sources de la production des valeurs ont connu un changement. Si au lendemain de l'indépendance l'ordre éthique puisait ses valeurs de la religion seulement, aujourd'hui un certain nombre de valeurs morales ont intégré le système normatif institutionnel pour devenir des lois.

Evolution des sources de la production et des valeurs

Période 1	Période 2	Période 3	Perspective d'évolution →
<ul style="list-style-type: none"> - La religion scripturaire et populaire - Coutumes, droit coutumier, traditions et pratiques sociales 	<ul style="list-style-type: none"> - Religion - Coutumes, traditions et pratiques sociales - Lois 	<ul style="list-style-type: none"> - Religion - L'école - La sécularisation et la légalité qui ont institué certaines valeurs - Conventions internationales et universalité de certaines valeurs - La globalisation et la mobilité des gens - Les réseaux internationaux - Les médias satellitaires 	Evolution vers : <ul style="list-style-type: none"> - l'institutionnalisation et sécularisation de certaines valeurs - l'élargissement du marché des valeurs - la négociation autour des valeurs

12. La tension créée autour du plan d'intégration des femmes dans le développement entre les pro et les contre est un exemple de conflit politique masqué par un conflit de valeurs.

- La religion continue à être la source des valeurs morales par ce qu'elle est le garant de l'ordre moral de la société. Par ailleurs, la sécularisation a fait intégrer certaines valeurs, telles que la légalité dans le système normatif.
- Certaines valeurs telles que le respect des droits de l'homme, l'égalité des hommes et des femmes, les droits des enfants, etc. ont été érigées en valeurs universelles par les organismes internationaux et par les conventions internationales ratifiées par le Maroc.
- La globalisation et l'existence de réseaux transnationaux ont contribué à ouvrir le territoire des valeurs. Cette situation fait en sorte que les valeurs deviennent des enjeux culturels et un enjeu dans les négociations. C'est ainsi qu'au nom des valeurs islamiques, des groupes islamistes transnationaux se dressent contre les valeurs dites occidentales.
- L'exposition aux médias satellitaires a ouvert de nouveaux horizons médiatiques et a introduit de nouveaux modèles de vie au sein des foyers marocains.

Tous ces facteurs ont contribué à la mise en œuvre d'un processus de refonte, de décantation et de négociation des valeurs dont les tendances les plus importantes qui traversent la société marocaine d'aujourd'hui se déclinent comme suit.

4.2. Les valeurs tradition/modernité : les tendances

Le rapport à la tradition et à la modernité s'exprime en plusieurs tendances au sein de la société marocaine :

- a. Une tendance qui existe au niveau des pratiques sociales collectives et marque le niveau profond de la société. Les valeurs deviennent hybrides où la tradition est intégrée avec la modernité avec harmonie et sans tensions et donnent naissance à de nouvelles valeurs. À ce niveau se manifeste la tendance créatrice de la société qui, en contact avec le changement social, déploie sa capacité créatrice pour intégrer harmonieusement l'héritage du passé dans le présent. Cette tendance existe au niveau des pratiques sociales dans le mode de vie, le mode vestimentaire, l'architecture, etc. La tradition est revalorisée pour devenir modernité (par exemple le salon marocain qui côtoie le salon européen, l'habit moderne est alterné avec l'habit traditionnel (*djelaba*), etc.). Ceci est repérable aussi au niveau des institutions.
- b. Une tendance d'oscillation qui pousse les individus à adopter un rapport stratégique avec la tradition et la modernité. Le réservoir des valeurs traditionnelles et celui de la modernité sont utilisés par les individus en fonction des situations dans lesquelles ils se trouvent. Chaque situation dicte le recours à un type de valeurs sans que cela apparaisse contradictoire. Devant une déception, on aurait recours à la fatalité (*maktoub*) pour se consoler, alors que lorsqu'on est confronté à une violation des droits on invoquera les droits de l'homme et la justice institutionnelle. Ainsi, au niveau de l'individu le rapport avec les valeurs devient stratégique.
- c. Une tendance qui se manifeste au niveau politique, renforcée par le médiatique. Dans certains débats politiques, on assiste à une polarisation des défenseurs de la tradition légitimée par la religion et les défenseurs de la modernité. Cette polarisation devient conflit ou négociation autour des valeurs. Cette tendance fonctionne surtout dans le champ politique. Devant l'uniformité des discours politiques qui véhiculent les mêmes idées et concepts, le débat est transposé au niveau des valeurs qui séparent les défenseurs des valeurs de la modernité et des valeurs universelles contre les défenseurs des valeurs conservatrices dites fondamentalistes. On retrouve en général deux tendances divergentes qui opèrent dans la sphère du débat politique. La première tendance se manifeste à travers un refus déclaré des valeurs traditionnelles pour revendiquer des valeurs universelles, alors que la deuxième revendique un retour aux valeurs religieuses.

Cette négociation autour des valeurs n'est point limitée à la société marocaine. On la retrouve dans -toutes les sociétés musulmanes. Les écarts dans le niveau du développement économique entre les pays occidentaux et le monde musulman, la nouvelle situation des cultures, entre la globalisation hégémonique et la montée des revendications identitaires locales, la révolution informationnelle et numérique et, une démocratisation non encore accomplie, ne sont point étrangers aux tensions autour des valeurs. Un approfondissement de l'analyse dans ce sens dépasse le cadre de cette contribution.

4.3. Valeurs en décantation et valeurs en émergence

Il est évident que les valeurs traditionnelles sont traversées par des changements notoires, et qu'elles subissent une reconversion pour s'intégrer dans un nouveau paradigme de pensée et dans le nouvel ordre axiologique.

PROCESSUS DE CHANGEMENT DE VALEURS

Hier		Aujourd'hui	
Valeurs traditionnelles	Champ d'intervention	Le devenir de cette valeur aujourd'hui	Champ d'intervention
Obéissance (<i>taa'a</i>)	<ul style="list-style-type: none"> - Rapport aux parents (famille) - Rapport aux maîtres (système éducatif). - Rapport aux gouvernants (l'état) 	<ul style="list-style-type: none"> - L'obéissance comme valeur continue à fonctionner, au sein de la relation familiale, mais elle est nuancée et parfois remplacée par le respect. - Par contre l'obéissance comme valeur dans un rapport hiérarchique public administratif a tendance à être supplantée par la concertation, la persuasion, la participation, et dans certains rapports par le principe d'égalité (rapport époux/épouse). - Dans les rapports au gouvernant la valeur obéissance est remplacée par celle de démocratie. 	<ul style="list-style-type: none"> - Relations familiales - Rapports de hiérarchies dans les institutions publiques - Rapport de hiérarchie dans les institutions politiques - Rapport aux gouvernants
Fatalité (<i>al maktoub</i>)	<ul style="list-style-type: none"> - Rapport de soumission à Dieu - La fatalité frappe l'individu et la collectivité 	<ul style="list-style-type: none"> - Cette croyance continue à fonctionner au niveau de l'individu lorsqu'un malheur lui arrive émanant de lui-même et la responsabilité est transposée au niveau d'al maktoub. - Déclin de cette croyance au niveau de la collectivité. Au niveau de la collectivité on cherche la responsabilité ailleurs, souvent elle se trouve du côté de l'état. Par exemple : on a assisté au phénomène du tremblement de terre d'Al Hoceima qui est une catastrophe naturelle, le discours des victimes et des autres mettait la responsabilité au niveau de l'Etat. - La tendance est que dans le malheur collectif l'état remplace la fatalité. 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapport de dépendance vis-à-vis de l'état. - On ne dira pas toujours par exemple que le chômage est uniquement al maktoub mais que l'état doit fournir l'emploi. Par contre on dira que c'est al maktoub lorsque l'individu a commis une faute grave et qu'il a été renvoyé de son emploi ou mis en prison. - Conclusion : ceci révèle le problème de l'intégration de la responsabilité individuelle dans le système de valeurs. Cette responsabilité individuelle et la conscience qui l'accompagne sont nécessaires à la mobilisation pour le développement humain

Droiture (<i>al maakoul</i>)	<ul style="list-style-type: none"> - Rapport inter-personnel - Rapport à la collectivité 	<ul style="list-style-type: none"> - Cette valeur demeure toujours une valeur mais elle est désignée autrement. - Elle se trouve altérée par la tricherie, la corruption, le piston, et le clientélisme. Aujourd'hui elle est nommée transparence et intégrité, mêlées à la compétence et la performance dans l'action, valeurs qui doivent être intégrées et instituées, voire institutionnalisées. 	<ul style="list-style-type: none"> - Relations sociales - Rapport aux services publics
Droit (<i>al haq</i>)	<ul style="list-style-type: none"> - Valeur en soi, qui est celle de droit et de justice 	<ul style="list-style-type: none"> - Le droit comme valeur se renforce et se confirme, mais il n'est plus cette valeur reconnue par la communauté seulement, elle est institutionnalisée. La valeur est devenue normes et lois. 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports entre les individus - Rapport aux institutions. L'état de droit lié à la démocratie se renforce là où la démocratie est devenue valeur
Croyance et confiance (<i>Niya</i>)	<ul style="list-style-type: none"> - Valeur attribuée à l'individu et aussi au groupe 	<ul style="list-style-type: none"> - Recul de cette valeur qui est supplantée par une culture de la méfiance frôlant le nihilisme. - Dans le domaine commercial la confiance n'est plus de mise, elle est remplacée par des contrats et de documents notariaux et légaux qui garantissent les biens et les droits de chaque partie 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapport interpersonnel - Rapport commercial
Parole d'honneur (<i>Kalma</i>)	<ul style="list-style-type: none"> - Valeur attribuée à l'individu et fonctionne dans les relations interpersonnelles et commerciales 	<ul style="list-style-type: none"> - Tout comme la valeur niya, on constate le recul de cette valeur qui est supplantée par une culture de la méfiance qui frôle le nihilisme. - Dans le domaine commercial la parole d'honneur n'est plus de mise, elle est remplacée par des contrats et des documents notariaux qui garantissent les biens et les droits de chaque partie 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapport interpersonnel - Rapport commercial
Satiété (<i>al qanaa</i>)	<ul style="list-style-type: none"> - Valeur individuelle 	<ul style="list-style-type: none"> - Recul de cette valeur au profit de la valeur des droits fondamentaux de l'individu tels que les droits à l'éducation, à la santé, à l'emploi, au logement, à la sécurité alimentaire... 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapport de l'individu à l'état
Don de Dieu (<i>al baraka</i>)	<ul style="list-style-type: none"> - Valeur attribuée aux choses et à l'individu, aux familles chérifs ou aux groupes 	<ul style="list-style-type: none"> - Les changements du niveau et du coût de la vie ont fait reculer cette valeur au niveau des choses. - La baraka qui était un facteur invisible de la réussite individuelle ou collective n'est plus aujourd'hui. Elle est remplacée par d'autres facteurs, tels que : l'héritage familial, les relations sociales, et le travail ou diplôme. 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapport de l'individu et du groupe à la réussite sociale.

Le changement du système traditionnel a fait que ces valeurs se décentent. Certaines valeurs ont intégré le répertoire de la sécularisation, par exemple le droit (*al haq*) est un droit légal, d'autres telles que l'égalité, les droits de l'homme, droit des femmes et des enfants, respect des cultures locales, la non violence de l'individu, et liberté d'expression ont émergé et sont mises en avant par des mouvements associatifs et politiques comme valeurs nouvelles.

Une question demeure posée : dans quelle mesure pourrait-on parler d'un nouveau système axiologique aujourd'hui?

Seules des études, des enquêtes et des recherches poussées nous permettront de répondre à cette question. Dans ce qui suit, une esquisse de réponse sera apportée, en se référant aux études existantes.

5. Les valeurs/supports du développement humain : quelques données

En se basant sur des données recueillies à partir de quelques enquêtes on pourrait esquisser les opinions exprimées par les marocains sur un certain nombre de valeurs. Dans cette contribution on mettra l'accent sur celles que nous avons estimé être importantes pour le changement qu'a connu le système de valeurs, en rapport avec le développement humain.

Les données sur le Maroc, présentées dans cette section, proviennent de plusieurs enquêtes¹³, mais elles sont essentiellement celles de l'Enquête Mondiale sur les Valeurs (EMV), dirigée par Inglehart de l'Université de Michigan.¹⁴ Cette enquête sur le Maroc a touché un échantillon représentatif de 2264 personnes et a eu lieu en Septembre 2001¹⁵. Cette étude se base aussi sur les données de l'Enquête Nationale sur les Valeurs réalisée en Septembre 2004 dans le cadre de l'élaboration du Rapport du Cinquantenaire du Développement Humain au Maroc. Dans cette contribution, on se limite à une présentation descriptive, à partir d'un tri à plat des données, pour faire ressortir les grandes tendances des opinions et des valeurs les plus significatives pour le changement du système axiologique et pour développement humain. D'autres analyses plus poussées de ces données pourraient être faites afin de faire ressortir les tendances par âge, catégorie sociale, par genre ainsi que les corrélations qui en découlent.

Dans cette partie on se référera à l'Enquête Mondiale sur les Valeurs par EMV, et à l'Enquête Nationale sur les Valeurs par ENV.

5.1. L'ordre éthique

5.1.1. Le bien et le mal

L'enquête sur les valeurs montre qu'en général les gens font une distinction entre ce qui est bien et ce qui est mal et connaissent les lignes directrices qui démarquent le bien du mal. Cette tendance a été fortement

13. Les données sur les valeurs utilisées dans cette contribution proviennent de plusieurs enquêtes, pour certaines les résultats ont été publiés, pour d'autres pas encore. Les enquêtes : R. Bourqia

Enquête : « Changement socio-démographique dans la région de Rabat (urbain et rural) » qui a touché 1000 ménages avec un questionnaire/ ménage et un questionnaire/ individu sur les valeurs. L'enquête a été dirigée par R. Bourqia, avec M. EL Harras, A. El Farakh, J. Benhamouch en collaboration avec AIMS (American Institute for Maghribi Studies) à Travers M. Tessler et feu Georges Sabagh. L'enquête fut menée en 1996. Les données de l'enquête ne sont pas publiées. On se référera à cette enquête dans cette contribution comme Enquête sur Rabat et sa Région. Les données de ce chapitre proviennent essentiellement de l'Enquête Mondiale sur les Valeurs dirigé par le professeur Inglehart de l'Université de Michigan. L'enquête sur le Maroc a été réalisée en Septembre 2001. A ces données nous avons intégré quelques données de l'Enquête Nationale sur les Valeurs réalisée en 2004 dans le cadre de l'élaboration du Rapport du Cinquantenaire du Développement Humain au Maroc.

14. L'Enquête Mondiale sur les valeurs a été initiée par une équipe de chercheurs de l'Université de Michigan depuis 1981. Elle porte actuellement sur soixante pays. La dernière vague d'enquête date de 2001-2002, qui englobe celle sur le Maroc. Voir Ronald Inglehart (Editor). *Human Values and Social Change. Findings From The Values Survey*. Brill. 2003.

15. Je tiens à remercier le collègue américain de l'Université de Michigan, Marc Tessler, d'avoir mis à ma disposition la base de données de l'Enquête Mondiale sur les Valeurs concernant le Maroc et les autres pays. On se référera à cette enquête dans cette contribution comme EMV.

exprimée par 78 % des répondants dans l'EMV, alors que 18,7 % trouvent qu'il n'y a jamais de lignes claires entre le bien et le mal et 3,3 % trouvent que cela dépend. Ceci révèle que la majorité a intégré les normes majeures de la morale qui sont en général dictées par la religion. Il s'agit du niveau suprême de valeurs morales homogènes ; néanmoins les nuances et l'hétérogénéité apparaissent selon les domaines où opèrent les valeurs.

Dans une société musulmane, la religion établit la ligne de démarcation entre le bien et le mal, démarcation qui a été intégrée dans la conscience collective des marocains. Du côté du bien se range un certain nombre de valeurs qui dictent aux croyants des comportements conformes à ces valeurs, tels que l'interdiction de mentir, voler, pêcher, etc. Par ailleurs, le couple bien/mal est une dichotomie qu'on retrouve dans toutes les religions. Elle articule l'ordre moral de toutes les sociétés ; et dans la réalité sociale marocaine, elle se traduit par des normes pratiques de conduites.

Concernant les valeurs mises en pratiques, selon l'EMV, la majorité des répondants pensent qu'il ne faut pas aller au-delà de ce qui est dicté par les normes. On trouve que 80 % ne s'arrange jamais pour ne pas payer le billet dans le transport public et que seulement 14,5 % le font, 97,2 % ne « touche » jamais une corruption. Ce qui est contre valeurs est généralement banni ; ainsi l'honnêteté et la transparence sont érigées en valeurs. La majorité déclare qu'elle ne transgresse pas les normes et adhère à ces valeurs. Ceci démontre que la contre valeur est reconnue comme telle, et les répondants prennent leur distance par rapport à ces contres normes.

Par ailleurs, bien que les données de EMV sur le Maroc montrent que la majorité est contre la corruption, la réalité et les pratiques montrent que certains dérivés de la corruption sont encore utilisés dans l'accès aux services de l'état et aux ressources. Par exemple, bien que le recours au piston soit une contre valeur, la pratique l'impose dans la société lorsque les individus n'ont pas accès par voix normale à un service public ou un à l'emploi.

En se référant à une autre étude, sur les 500 étudiants d'une enquête menée en 1994 sur les jeunes étudiants et les valeurs, il a été constaté que parmi plusieurs pathologies sociales, la seule pour laquelle les attitudes des jeunes ont enregistré une certaine tolérance, est celle de l'utilisation du piston. Les étudiants de Rabat de 1994 étaient seulement 9 % à être tolérants vis-à-vis de la fraude fiscale, 7,2 % pour la drogue, 19,4 % pour la tricherie au examen et 30,6 % pour le recours au piston. La majorité ne se déclarait point favorable à ces pathologies sociales et se rangeait du côté de la norme, néanmoins presque un tiers des étudiants, à savoir 30,6%, était favorable à l'époque au recours au piston.

Les résultats de l'ENV (Septembre 2004) enregistrent un recul par rapport aux opinions concernant le recours aux relations et au piston¹⁶. En se référant aux réponses des répondants concernant le meilleur moyen d'accéder à l'emploi, 65 % estiment que c'est le diplôme, suivi de 12 % qui optent pour la compétence. Par contre le recours aux relations et à la corruption ne récolte respectivement que 10 % et 8 % des réponses. Quant à la chance, ils étaient 5 % seulement à y croire. Les données de l'ENV reflètent l'évolution qu'a connue la société marocaine durant ces cinq dernières années avec les débats publics sur les droits de l'homme et des femmes, sur la dénonciation de la corruption et l'appel à la transparence dans la gestion des affaires publiques.

5.1.2. Spiritualité

Les données de l'ENV montrent que 72,4 % de la population interviewée déclarent pratiquer la prière, 13,7% la pratiquent de temps en temps et 13,9 % ne la pratiquent pas. L'écrasante majorité des personnes interviewées dans EMV, 96,4 % estiment que l'Islam donne des réponses appropriées aux problèmes moraux et seulement 3,6 % pensent le contraire ; ainsi que 97,3 % pensent que l'Islam offre des réponses aux besoins spirituels des gens, et que 99,8% estiment que seule la religion apporte un sentiment de confort.

16. Evidemment il ne s'agit pas de la même population enquêtée en 1994 et en Septembre 2004, néanmoins à défaut d'études longitudinales, les données des deux enquête nous donnent quelques indices qui permettent de percevoir un changement survenu ces dernières années au niveau de la prise de conscience des pathologies sociales qui traversent la société et la montée d'un mouvement de sensibilisation et de dénonciation de ces pathologie

L'ENV montre aussi que 48,7% des enquêtés estiment que leur génération connaît mieux la religion que la génération précédente, alors que 31,3% considèrent que leur génération la connaît moins, et 17,6% n'ont pas d'opinion. Les hommes sont plus nombreux que les femmes à partager cette attitude dans le milieu urbain et rural, avec 62,6% parmi les hommes et 45,9% parmi les femmes dans le milieu urbain, ainsi que 53,8% parmi les hommes et 27,2% parmi les femmes dans le milieu rural. On pourrait en conclure que la génération actuelle, parce qu'elle a bénéficié de l'éducation pense qu'elle maîtrise mieux les préceptes de la religion que la génération précédente qui adhère à une vision fataliste de la religion.

Pour les personnes interviewées lors de l'EMV, à chaque fois que les questions s'orientent vers l'exploration des opinions sur l'importance de la religion dans le confort spirituel et moral, les réponses se focalisent sur la primauté de la religion. Ceci s'explique par le fait que l'Islam est la religion des marocains et qu'elle constitue le réservoir suprême et sûr des valeurs morales. Il ressort aussi de ces résultats que les opinions des interviewés sont tranchées lorsqu'il s'agit de valeurs religieuses comme guide dans différents aspects de la vie. Cependant, les opinions deviennent nuancées, et souvent changent, lorsque la question concerne l'intervention des leaders religieux dans l'acte politique comme le vote ou l'intervention dans les affaires du gouvernement. 80 % des répondants affirment que les leaders religieux ne devraient avoir aucune influence sur le vote des gens.

Ceci s'explique par le fait que la religion est associée à l'éthique qui est une valeur suprême. Par ailleurs, il existe une différence dans les représentations des gens entre la religion et les hommes de religion. Si la religion est la source des valeurs morales qui devraient orienter les comportements des individus dans la société et leur rapport aux autres, les hommes de religion, eux, ne constituent pas toujours les garants des valeurs.

À la question : « Etes-vous d'accord ou pas d'accord avec les affirmations suivantes ? ». Les pourcentages des réponses se présentent comme suit :

Opinion sur les leaders religieux et politique

Opinion	Tout à fait d'accord	D'accord	Ni d'accord ni pas d'accord	Pas d'accord	Pas du tout d'accord	Total
Les politiciens qui ne croient pas en Allah ne sont pas bons pour occuper des postes publics	70	16,1	4,5	6,2	3,3	100
Les leaders religieux ne devraient avoir aucune influence sur le vote des gens	50,9	29,1	8,4	7,5	4,1	100
Les leaders religieux ne devraient avoir aucune influence sur les décisions du gouvernement	38	20,3	13,5	14,6	13,6	100

Source : Enquête Mondiale sur les Valeurs (EMV 2001)

À travers ces opinions, il est clair qu'une différenciation se fait au niveau des représentations entre l'ordre religieux et l'ordre politique, et que la politique devrait être régie par l'éthique religieuse et non pas par les hommes de religion. La majorité soutient l'idée que les politiciens doivent croire en Allah pour être bons à occuper des postes publics, autrement dit, ils doivent intégrer les valeurs morales de l'Islam, mais la majorité soutient l'idée que les hommes de religion ne devraient pas influencer les votes ou avoir une influence sur les décisions du gouvernement.

On pourrait conclure que les opinions exprimées en défaveur de l'intervention des hommes de religion dans le politique s'expliquent à la fois par le discrédit du politique et par la valorisation du religieux. Ceci laisse entendre que la religion est une valeur sûre qu'il ne faudrait pas subordonner au politique.

5.1.3. La baraka aujourd'hui

Le discours du sens commun répète bien qu'aujourd'hui, il n'y a plus de *baraka*. Ce don divin accordé aux choses et aux humains n'opère plus avec le changement qu'a connu la société. Sur ce volet l'EMV ne nous

renseigne point, vu l'absence de questions sur la question adressées aux enquêtés. Par ailleurs, l'enquête sur Rabat et sa région de 1996, qui a touché 1000 ménages et 1000 individus appartenant à ces ménages (urbain rural), nous révèle quelques données qui pourraient nous aider à apprécier cette notion du répertoire traditionnel.

Si le *fqih* était dépositaire de la *baraka* par le passé, cette enquête a montré que la majorité, 63,1% , a déclaré qu'elle n'a jamais consulté un *imam* ou un *fqih*. Si la *baraka* était attribuée aux saints qu'on implore pour porter chance, pour la réussite sociale, ou la guérison d'une maladie, selon cette enquête la majorité, à savoir 62,2% des personnes interrogées en 1996 sur la visite des marabouts, ont répondu qu'ils n'ont jamais consulté un marabout, 21,1% ont répondu parfois, 7,5% souvent et 8,6% rarement. Les données de cette enquête ont été confirmées par celles de l'ENV sept ans plus tard. Celle-ci montre que 53,4% ne visitent jamais les marabouts, 11,3% le font fréquemment, 32,6% le font parfois, 2,7% le faisaient autrefois. Cette enquête montre aussi que les urbains sont plus nombreux dans leur catégorie que les ruraux à se détourner de la visite des saints, avec respectivement 60,5% et 42,3%. Par contre, dans la catégorie des ruraux ceux qui visitent les saints sont plus nombreux que les urbains, avec respectivement 19% et 6,4%. C'est parmi les femmes rurales que le pourcentage de celles qui considèrent qu'il faudrait consulter les saints a été le plus élevé: 61% pour, 29,7% contre et 9,2% indifférentes.

On pourrait en conclure que la tendance générale va dans le sens de la diminution de l'intensité de la croyance, dans la mesure où la majorité n'a jamais visité les saints et qu'une minorité non négligeable les visite à la recherche de la *baraka*. Il faudrait aussi souligner le fait que la *baraka* n'est pas recherchée par les gens au quotidien, mais seulement dans des moments de détresse qu'ils y ont recours à la recherche de réconfort. Les gens adoptent une attitude stratégique et pragmatique avec la tradition.

Concernant l'utilisation de la médecine traditionnelle, cette même enquête montre qu'elle ne recule pas complètement devant la médecine moderne. Dans l'étude de 1996 sur Rabat et sa Région, 47,8% des interrogés ont déclaré qu'ils n'utilisent pas la médecine traditionnelle, 42,1% l'utilisent sans consulter le médecin, 8,8% l'utilisent après avoir consulté le médecin. Lors de l'ENV, interrogés sur le type de soins utilisé lorsqu'on tombe malade, 46,2% ont répondu qu'ils se soignent en allant chez le médecin, 24,9% ont recours aux soins traditionnels, 23,9% en demandant conseil au pharmacien, 2,2% en visitant les marabouts, 2,8% demandent conseil à un infirmier ou autres.

Il ressort des enquêtes que la médecine moderne est valorisée. Néanmoins une tranche non négligeable de la population a encore recours à la médecine traditionnelle. Ceci s'explique par des raisons d'ordre économique et par le niveau de vie des ménages. Lorsque les individus ne peuvent pas s'offrir les services de la médecine moderne, ils utilisent la médecine avec laquelle ils sont plus familiers qui est beaucoup moins coûteuse. L'utilisation de la médecine traditionnelle ne signifie point pas que la médecine moderne n'est pas valorisée ; bien au contraire, on s'en détourne uniquement par nécessité. On entend souvent dans le discours populaire dire d'un bon médecin qu'il a la *baraka*. Cette *baraka* est ainsi transposée vers le registre moderne pour la valoriser la médecine.

5.2. L'ordre politique et la démocratie comme valeur

Si la démocratie devient une valeur au niveau du discours et de la demande sociale et politique, les différentes enquêtes (EMV et ENV) révèlent que cette valeur se ne se traduit pas forcément par une implication massive dans l'action politique. On pourrait se demander s'il s'agit vraiment d'un discrédit de la politique ou bien assistons-nous à un changement des formes d'expression politique ?

5.2.1. Intérêt pour la politique et participation

On pourrait considérer que l'un des indicateurs immédiats de l'intérêt porté à la politique est l'enregistrement sur les listes électorales. Dans l'ENV, 82,3% des gens interrogés sont inscrits sur ces listes

électorales, contre 17,7%. Il faudrait nuancer néanmoins cette donnée. On constate que dans le milieu rural, les ruraux sont plus nombreux à être inscrits sur les listes électorales (85,9% parmi les ruraux et 80% parmi les urbains) ; de même que les femmes rurales sont légèrement plus nombreuses à s'inscrire dans les listes que les urbaines (79,5% parmi les rurales et 76,6% parmi les urbaines).

Concernant le vote lors des dernières élections, 70% déclarent avoir voté contre 12,3% qui ne l'ont pas fait et 17,7% non concernés (ceux qui ne sont pas enregistrés sur les listes électorales). On constate que les femmes sont moins nombreuses à voter que les hommes dans les deux milieux urbains et rural, avec 73,5% parmi les hommes et 58,2% parmi les femmes en milieu urbain, et 86,7% parmi les hommes et 67,2% parmi les femmes.

Si ces données révèlent que les marocains ne sont pas totalement indifférents à la politique, elles démontrent aussi l'efficacité de l'encadrement soutenu et mobilisateur de l'administration à travers le Ministère de l'intérieur depuis les années 60 en faveur de la participation des populations dans l'inscription dans les listes électorales et le vote.

Lorsque les questions sur l'intérêt pour la politique sont directes, les réponses se font moins favorables. L'EMV révèle une distanciation des interviewés par rapport à la politique, avec un très faible intérêt accordé à la pratique et à l'implication politiques. A la question « êtes-vous intéressés par la politique », les réponses montrent que la majorité déclare ne pas être intéressée par la politique.

Intérêt pour la politique

Opinion	Pourcentage
Très intéressé	4,3
Assez intéressé	17,5
Pas très intéressé	22,8
Pas du tout intéressé	55,5
Total	100

Source : EMV 2001

Il en est de même pour l'intérêt qu'a la politique dans les discussions avec les amis comme le montrent les réponses à la question de l'enquête : « quand vous êtes entre amis vous arrive t-il souvent, de temps en temps ou jamais de discuter politique ? » Les réponses révèlent que la majorité, à savoir 65,3%, ne discute jamais les questions politiques lorsqu'ils se trouvent entre amis, alors que 28% disent qu'ils en discutent de temps en temps et seulement 6,7% le font souvent.

Le degré de participation dans le cadre des partis politiques et dans les associations, révélée par les données de l'enquête, demeure très faible.

Adhésion aux associations ou partis en %

Participation	Oui	Non
Services sociaux pour les plus âgés, les handicapés	1,4	98,6
Groupe ou parti politique	1,3	98,7
Syndicat	1	99
Association professionnelle	3,1	96,9

Source : EMV 2001

Adhésion aux associations, partis et syndicats en %

Institution	Ass. quartier	Ass. développement	Ass. bienfaisance	Ass. Droits de l'homme	Parti	Coop.	Syndicat
Oui	2,9	3,2	0,6	0,7	1,7	2,0	1,5
Non	97,1	96,8	99,4	99,3	98,3	98	98,5
Total	100	100	100	100		100	100

Source : EMV 2004

Le faible pourcentage de ceux qui ont une adhésion politique ou associative reflète le peu d'intérêt accordé à la pratique politique. Souvent le mouvement et l'encadrement associatifs sont érigés comme remplacements aux mouvements et à l'encadrement politiques. Or les données montrent que l'appartenance aux associations ne connaît pas un engouement particulier.

Interrogés sur le souhait d'adhérer dans le futur à des associations un pourcentage non négligeable de réponse déclarent qu'ils souhaitent y adhérer.

Souhait d'adhésion aux associations, partis et syndicats en %

Institution	Ass. quartier	Ass. développement	Ass. bienfaisance	Ass. Droits de l'homme	Parti	Coop.	Syndicat
Oui	31,6	33,2	40,8	34,3	10,1	36	12
Non	68,4	66,8	59,2	65,7	89,9	64	88
Total	100	100	100	100	100	100	100

Source : EMV 2004

Il est à signaler que le pourcentage de ceux qui souhaitent adhérer aux partis ou syndicats se situe entre 10% et 12%. Par contre, le pourcentage de ceux qui souhaitent adhérer dans l'avenir à une association (34%) est plus important que ceux qui y adhèrent vraiment. Ce dernier fait révèle-t-il un changement d'attitude par rapport à la participation politique?

L'intérêt que suscite un tiers des répondants pour les associations traduit la bonne image véhiculée par les représentations politiques sur la société civile. Il est vrai qu'on assiste, au niveau des discours, à une valorisation croissante de l'associatif. Toutefois, il faudrait nuancer l'importance qui est accordée à l'encadrement associatif au niveau du discours médiatique. Souvent, certaines associations connaissent une importance qui n'est pas due à un ancrage dans la collectivité et à un encadrement des gens, mais à la réputation de celui qui est derrière, à sa crédibilité et sa capacité de mobilisation et ses compétences oratoires, et de sa visibilité sur la scène publique. Derrière la figure du cadre associatif, il y a une compétence et une crédibilité, un travail et un investissement personnel, mais pas un mouvement de masse. Le mouvement associatif est en train d'amorcer un tournant pour devenir un mouvement qui reconstruit de nouvelles formes de solidarité, mais qui demeure toutefois fragile et dont on ne peut mesurer encore ni l'impact sur la société ni sa durabilité dans le temps. Il faudrait des études pour mesurer la valeur réelle et la valeur idéalisée de l'associatif. Toutefois, on pourrait considérer que le mouvement associatif est entrain de créer sur le terrain une nouvelle élite qui fait la politique autrement.

Concernant les opinions sur la participation des femmes à la politique, les données de l'enquête ENV, reflètent une réalité observée. Si la majorité des personnes interrogées ne sont pas d'accord sur le fait que la formation universitaire est plus importante pour les hommes que pour les femmes, ils le sont quant au leadership politique, du fait que la majorité est d'accord que les hommes font de meilleurs leaders politiques que les femmes.

Pouvez-vous me dire dans quelle mesure vous êtes tout à fait d'accord, d'accord, pas d'accord ou pas du tout d'accord avec les affirmations suivantes ?

Opinion	Tout a fait d'accord	D'accord	Pas d'accord	Pas du tout d'accord	Total
En général, les hommes font de meilleurs leaders politiques que les femmes	47,8	23,1	17,8	11,2	100
Avoir une formation universitaire est plus important pour un homme que pour une femme	24,5	15,6	26,6	33,3	100

Source : EMV

Cette attitude ne devrait nullement être interprétée comme une attitude négative envers les femmes, il faut plutôt l'appréhender dans le cadre de l'attitude générale exprimée envers la politique. Par ailleurs, les enjeux et les luttes, manifestes et souterraines, qui accompagnent la politique, font dire aux interviewés que les hommes ont plus la capacité de faire face à ces enjeux, pour lesquels les femmes sont peu préparées. Mais lorsque les questions sont posées sur le principe de voir les femmes dans la politique, les gens ne font pas grande distinction entre femmes et hommes. Ce fait a été confirmé par les réponses des répondants concernant la question « est-ce qu'ils voteraient pour une femmes ? » ; où 82,2% ont répondu oui et seulement 17,7 % ont répondu par la négative dans l'ENV 2004.

Par rapport à l'EMV 2001, l'ENV 2004, nous révèle des données qui démontrent une difficulté, encore plus prononcée, pour les individus de se classer politiquement dans les catégories tranchées gauche ou droite ou centre. La majorité ignore cette catégorisation 78%, alors qu'une minorité se répartit sur les catégories gauche, droite et centre.

En effet, les catégories gauche, droite et centre, applicables pour les sociétés européennes, ne sont tout à fait compréhensibles pour la majorité des marocains. Si elle fait partie du jargon politique, véhiculé par le discours politique et les médias, elle ne constitue nullement un mode de classement politique pour l'ensemble de la population. Même dans le champ politique, à part la gauche qui se déclare comme telle au Maroc par affiliation aux idéologies de gauche, les autres partis politiques n'adoptent que rarement les catégories de droite ou de centre. Par ailleurs la sensibilité islamiste qui émerge comme une catégorie de classement et d'identification politique n'apparaît pas comme catégorie à part. Elle se confond avec la droite où se situe quelque part au centre. Dans tous les cas, les réponses démontrent deux faits :

1. la non catégorisation politique de la majorité des interviewés ;
2. la non polarisation de ceux qui ont un intérêt pour la politique sur la palette des sensibilités.

Concernant le suivi des affaires politiques à travers les médias, l'EMV 2001 montre que parmi les personnes enquêtées, la moitié dit qu'elle suit assez fréquemment les nouvelles politiques à la télévision, à la radio et dans les journaux, alors que l'autre moitié le fait moins ou jamais.

Fréquence du suivi de la politique dans les nouvelles de la télévision, la radio et les journaux

Opinion	Pourcentage des réponses
Tous les jours	22,1
Quelques fois par semaine	20,7
Une ou deux fois par semaine	6,7
Moins fréquemment	24,5
Jamais	26
Total	100

Source : EMV

L'ENV 2004 que la majorité des répondants, à savoir 60,3% s'informent sur la politique soit à travers les télévisions nationales soit les journaux et revues.

On pourrait déduire de ce qui précède que malgré la faible appartenance et participation politiques, la majorité n'est toutefois pas coupée de l'information sur la politique et qu'elle porte malgré tout un intérêt à la politique.

5.2.2. Actions politiques et nouvelles formes du politique

Le faible intérêt enregistré pour la politique en général, ainsi que le faible degré d'appartenance aux partis et aux associations, ne se traduisent nullement par une absence absolue de prise de position par rapport à certaines formes d'action politique. Dans l'EMV 2001, à la question : « Je vais vous citer un certain nombre de formes d'action politique et pour chacune d'elles je vous demanderai de me dire si vous l'avez déjà faite, si vous pourriez le faire ou si vous ne le feriez jamais quelles que soient les circonstances ». Les personnes enquêtées étaient majoritaires à répondre à cette question.

Opinions sur les actions politiques

Action	A déjà fait	Pourrait faire	Ne fera jamais	Total
Signer une pétition	15,4	34,7	49,9	100
Participer à un boycott	7	27,9	65,1	100
Prendre part à une manifestation autorisée	11,6	29,3	59,1	100
Participer à une grève sauvage	1,6	2,6	95,8	100
Occuper des bureaux ou des usines	0,4	5,2	94,3	100

Source : EMV

Parmi les formes d'actions et de contestation politiques, seule la pétition et la manifestation constituent des pratiques qui ont déjà été pratiquées avec, néanmoins, un faible pourcentage : respectivement 15,4% et 11,6% des interviewés. La pétition est la forme la plus douce de protestation politique, déjà pratiquée par un certain nombre (15,4%) ou à pratiquer (34,7%). Par ailleurs, ces données révèlent aussi que la majorité de ces marocains ne favorisent pas et n'auraient- jamais recours à des actions extrêmes : 95,8% et 94,3% respectivement des enquêtés déclarent qu'ils ne participeront jamais à une grève sauvage et n'occuperont pas des bureaux ou des usines.

Il faudrait noter que le faible intérêt pour la politique conventionnelle est supplanté par des actions ponctuelles des groupes d'intérêt dont les protestations ne se font pas toujours dans les cadres conventionnels de la contestation politique.

L'action politique est en train de créer un autre champ hors politique. Les nouveaux types de manifestation du politique se trouvent du côté des -associations -et des média. Un autre type de politique qui ne se soumet pas à la consigne du parti ou du syndicat mais à la conjoncture, à l'opportunité et entreprend des actions pour réaliser un intérêt. La politique de projet d'intérêt de groupe: diplômés chômeurs, administrateurs, etc., supplante celle du projet politique de société. Le politique dépasse ses frontières conventionnelles, avec l'émergence de nouvelles formes de manifestation de politique et de nouveaux faiseurs d'opinion : personnalités du monde associatif et journalistes.

5.2.3. La gouvernance

Dans EMV 2001, il a été demandé aux enquêtés de répondre à la question suivante : «Les gens ont des avis différents à propos de la façon dont le Maroc est gouverné. A l'aide de l'échelle suivante, pouvez-vous m'indiquer si, à votre avis, les choses vont bien ou mal. 1 signifie très mal et 10 signifie très bien». Les réponses se répartissent comme suit :

Appréciation: les choses vont-elles bien ou mal ?

Echelle	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
% réponses	7,5	3,4	7,4	12,4	27,9	11,8	9	7,6	3,9	9,1

Source : EMV

On remarque une certaine concentration des pourcentages au centre de l'échelle qui traduirait les opinions modérées des enquêtés quant à la manière dont le Maroc est gouverné. Ces opinions placeraient le Maroc dans la catégorie « des moyennement gouvernés ». Il en résulte que les réponses ne reflètent pas des opinions négatives. Mais le fait de ne pas avoir une écrasante majorité des réponses polarisée autour de l'appréciation de la bonne gouvernance du Maroc rejoint la tendance vers les réformes mentionnées plus bas. Ceci se dévoile aussi dans les opinions sur le type de leader. La question suivante a été posée sur le leadership : « Je vais vous décrire divers types de systèmes politiques et je vais vous demander, pour chacun d'eux, ce que vous en pensez. Diriez-vous que c'est une très bonne façon, une assez bonne façon, une assez mauvaise façon, une très mauvaise façon de gouverner notre pays? ».

Système politique et leadership

	Très bonne	Assez bonne	Assez mauvaise	Très mauvaise	Total
Avoir un leader fort qui n'a pas à se soucier du parlement et des élections	9,8	7,4	11	71,7	100
Laisser des experts, et non le gouvernement, décider de ce qui est le mieux pour le pays	39,9	30,6	12,5	17	100
Laisser l'armée prendre les décisions	6,4	7,4	11,4	74,8	100
Avoir un système politique démocratique	81,5	14,5	2,4	1,6	100

Source : EMV

Ce tableau montre que la tendance générale selon cette enquête est majoritairement pour un système politique démocratique. La démocratie est devenue le système privilégié dans l'opinion des interviewés. Est-elle une valeur ? Quel contenu lui donner ?

Il semble que la démocratie est une notion qui circule, dans les discours politiques et du sens commun, sans que son contenu ne soit précisé ni ses contours délimités. Dans le cadre de EMV, il a été demandé aux enquêtés de donner leurs opinions concernant un certain nombre d'appréciations sur la démocratie. La question a été formulée de la manière suivante : « Je vais vous lire un certain nombre d'affirmations que les gens avancent parfois au sujet d'un système politique démocratique. Pouvez-vous me dire si vous êtes tout à fait d'accord, d'accord, pas d'accord, pas du tout d'accord, avec les affirmations suivantes? ». Les réponses sont les suivantes :

Opinions sur la démocratie

	Tout à fait d'accord	D'accord	Pas d'accord	Pas du tout d'accord	NSP
En démocratie, le système économique fonctionne mal	15,1	20,7	42,4	21,8	100
En démocratie, les décisions sont difficiles à prendre et provoquent des querelles	28,2	43,6	20,5	7,7	100
Les démocraties n'arrivent pas à bien maintenir l'ordre	18,1	23	40,1	18,8	100
La démocratie a ses problèmes, mais c'est la meilleure forme de gouvernement	77,3	18,6	2,4	1,8	100

Source : EMV

Ces réponses révèlent une certaine incohérence dans les opinions qui entourent la démocratie. L'opinion qui estime que la démocratie est la meilleure forme du système politique, côtoie celle qui estime qu'elle est le système politique où les décisions sont difficiles à prendre. Le principe que la démocratie est le meilleur système, malgré ses imperfections, est une idée qui acceptée par la majorité des répondants.

Concernant l'appréciation qui ressort des données de EMV 2001 sur la démocratie au Maroc à travers le degré de satisfaction des interviewés, la majorité, soit 54,4%, se dit « pas trop satisfaite » ou « pas satisfaite du tout ».

Degré de satisfaction envers la démocratie au Maroc

Appréciation	%
Très satisfait	6,8
Assez satisfait	35,8
Pas trop satisfait	39,5
Pas satisfait du tout	17,9
Total	100

Source : EMV

Bien que la majorité déclare qu'elle n'est pas satisfaite, les opinions demeurent dans l'ensemble partagées entre la satisfaction et l'insatisfaction, à savoir que 42,6 % des enquêtés se disent satisfaits de la démocratie au Maroc. L'ENV 2004 montre que 53,4 % des répondants regroupent ceux qui ont considéré que l'état d'avancement de la démocratie est rapide ou moyen, alors que 25,9 % ne savent pas évaluer cet état d'avancement, 15,2 % considèrent qu'il est long et 5,5 % considèrent qu'il n'y a pas de démocratie.

Ces données qui démontrent que les marocains sans avoir une appréciation négative par rapport à l'état d'avancement de la démocratie du pays, hésitent encore à la considérer comme acquise. Ceci s'explique par le fait que le processus n'est pas entièrement achevé, et qu'il est encore objet du débat politique.

Dans ce contexte, on pourrait se demander, dans quelle mesure la démocratie n'est-elle dans les représentations des gens qu'une notion idéalisée sur un système politique idéal et que la culture marocaine hésite encore à l'intégrer dans ses représentations, à l'intérioriser et à le mettre en œuvre dans la pratiques?

5.3. La confiance en question

Dans l'EMV 2001, aux deux questions: «D'une manière générale, diriez vous qu'on peut faire confiance à la plupart des gens ou qu'on n'est jamais assez prudent quand on a affaire aux autres ? Croyez-vous que la plupart des gens essayeront de profiter de vous s'ils en avaient l'opportunité ou qu'ils essayeront d'être justes avec vous ? », les réponses penchent du côté de la méfiance envers les gens.

Degré de confiance

Opinion	%
On peut faire confiance à la plupart des gens	22,8
On n'est jamais assez prudent	77,2
Total	100

Source : EMV

Opinion	%
Ils essayeront de profiter de moi	71
Ils seront justes avec moi	29
Total	100

Source : EMV

L'ENV 2004, enregistre le recul de cette valeur traditionnelle (*niya*). Ainsi 53,9% ne croient pas que les gens sont encore imprégnés de confiance (*niya*), et 30,6% y croient. Toutes ces données révèlent qu'il y a une culture de la méfiance qui commence à s'installer et qui entrave toute culture de la confiance, nécessaire pour le développement des institutions et de la bonne gouvernance. Certains auteurs considèrent qu'une culture ayant un niveau de confiance bas (*low trust*) est désavantagée dans la compétition à l'échelle du marché global, dans la mesure où elle est moins capable que celle du niveau haut de confiance (*high trust*) de développer des institutions complexes¹⁷.

Le degré de confiance dans un certain nombre d'institutions a été testé dans l'EMV 2001 en demandant aux interviewés de dire dans quelle mesure ils ont une grande confiance, une certaine confiance, peu confiance, ou pas confiance du tout dans une liste d'institutions.

Confiance dans les institutions

Degré de confiance	Grande confiance	Certaine confiance	Peu confiance	Pas confiance du tout	Observation sur les réponses
La religion	90,3	6,9	2	0,8	Degré de confiance élevé
L'armée	44,8	25,2	14,6	15,4	Degré de confiance élevé
La presse	13,9	22	35,8	28,2	Degré de confiance tend vers le bas
La télévision	9,6	19,9	39,7	30,8	Degré de confiance bas
Les syndicats	7,6	13,1	26,6	52,9	Degré de confiance très bas

17. Voir : R. Inglehart and Wayne E. Baker. «Modernization, Cultural Change and Persistence of Traditional Values » . American Sociological Review. 2000, n°65, p.22 . Voir aussi Francis Fukuyama, Trust : the Social Virtues and the Creation of Prosperity. New York. Free Press. 1995.

La police	24,7	27,1	23,6	24,6	Degré de confiance moyen
Le gouvernement marocain	26,9	30,2	22	20,9	Degré de confiance moyen
Les partis politiques	7,1	11,4	25,5	56	Degré de confiance très bas
Le Parlement	8,1	13,5	24,6	53,7	Degré de confiance très bas
Les fonctionnaires	11,3	29,8	29,5	29,4	Degré de confiance bas

Source : EMV

On pourrait regrouper et polariser les opinions exprimées par les données du tableau ci-dessus, autour de deux tendances principales : la confiance et la non confiance dans ces institutions.

	Confiance	Non confiance	Total
1. La religion	97,2	2,8	100
2. L'armée	70	30	100
3. La presse	36	64	100
4. La télévision	29,5	70,5	100
5. Les syndicats	20,7	79,3	100
6. La police	51,8	48,2	100
7. Le gouvernement marocain	57,1	20,9	100
8. Les partis politiques	18,5	81,5	100
9. Le Parlement	21,6	78,4	100
10. Les fonctionnaires	41,1	58,9	100

Source : EMV

Mis à part la religion qui constitue le réservoir des valeurs morales et qui jouit d'une grande confiance, les opinions exprimées sur les autres institutions révèlent une différence entre elles en terme de confiance¹⁸. Les réponses recueillies à partir de cette enquête font ressortir trois catégories d'institutions.

1. Les institutions pour lesquelles une majorité de répondants accordent leur confiance: armée, gouvernement et police.
2. Les institutions pour lesquelles les avis sont partagés entre ceux qui ont confiance et ceux qui n'ont pas confiance: l'administration (les fonctionnaires).
3. Les institutions jouissant de peu de confiance : la presse, la télévision, le parlement, les syndicats et les partis politiques.

Ceci montre que la confiance est en général du côté des institutions qui ont le droit de maintenir d'ordre. La majorité des interviewés placent leur confiance dans l'armée, en raison de sa défense du territoire national, surtout du Sahara marocain, et de sa distanciation par rapport aux affaires politiques. Celle-ci est appréciée selon les données de l'enquête, dans la mesure où elle est loin des affaires politiques. La réponse à une question adressée aux enquêtés : « est-ce une bonne chose ou non de laisser l'armée prendre les décisions politiques ? » la majorité des répondants, à savoir 86,2 %, trouvent que c'est une très mauvaise ou une assez mauvaise chose. Cette réponse confirme la confiance dans l'institution de l'armée mais à condition qu'elle ne n'intervienne pas dans les décisions politiques.

18. Les institutions qui ont un rapport avec l'organisation de la société ne sont pas objet de la confiance suprême, dans la mesure où elles font partie des institutions politiques et sociales qui subissent la loi du changement historique répondant ainsi aux exigences de l'époque.

5.4. La valeur de l'obéissance à l'épreuve

5.4.1. Obéissance au sein de la famille

L'attitude envers l'obéissance, qui était une valeur primordiale régulant la hiérarchie dans le système traditionnel de valeurs, connaît une certaine ambivalence dans le cadre familial, où tantôt elle est évoquée comme valeur, tantôt elle a tendance à être nuancée pour être remplacée par la valeur respect. Par ailleurs, dans le cadre professionnel la tendance est de l'écarter au profit de la concertation et la persuasion.

Dans EMV, sur la question « est-ce que les parents devraient encourager chez leurs enfants l'obéissance », 50,8 % des interviewés ont répondu positivement, et 49,2 % ont répondu par la négative. Ainsi, on voit que les opinions sont presque également partagées. L'obéissance commence à interférer avec le respect.

La famille demeure pour l'individu un cadre d'appartenance et de soutien moral et matériel. Elle continue à être l'institution la plus importante dans la vie de nos enquêtés.

Degré d'importance dans la vie de :
famille, amis, loisirs, politique, travail et religion dans la vie

	Très important	Assez important	Pas très important	Pas important du tout	Total
Famille	93,2	5,3	1,1	0,3	100
Amis	42,5	33,6	16,1	7,7	100
Loisirs	40,3	35,8	17,2	6,6	100
Politique	10,4	16,6	23,3	49,7	100
Travail	89,9	7,4	1,6	1,1	100
Religion	94	5,1	0,8	0,1	100

Source : EMV

Ce tableau montre que la famille, la religion et le travail ont une très grande importance pour ces personnes. L'importance de la famille pour l'individu a été confirmée par d'autres enquêtes.¹⁹ Dans la religion, on cherche les valeurs morales et la spiritualité, dans la famille, un refuge garant du lien social, et dans le travail une sécurité pour la survie économique.

Le statut des membres de la famille commence à connaître un changement ainsi que les rapports familiaux. La situation de la femme et de l'enfant –aujourd'hui n'est plus celle d'hier. Cependant, l'obéissance, –qui régissait les relations familiales continue à être valorisée, dans la mesure où l'ENV 2004 montre que 79 % des interviewés trouvent que l'obéissance de l'épouse à l'époux favorise l'entente au sein de la famille, alors que 12 % ne sont pas pour l'obéissance et 4 % désapprouvent l'obéissance de la femme. Il faudrait toutefois signaler que la notion d'obéissance (*ta'a*) ne signifie pas forcément une soumission aveugle mais tend à se confondre avec le compromis et le respect.

On constate par ailleurs que l'obéissance, cet élément du répertoire traditionnel des valeurs, est aujourd'hui mise à l'épreuve par une nouvelle idée de l'éducation basée sur le dialogue et l'art de la persuasion qui intervient dans le rapport parents/enfants. Il se trouve que l'autorité du père, qui était perçue comme une valeur inhérente au statut de père est ébranlée par le recul de son rôle comme le détenteur du pouvoir

19. Rahma Bourqia, Mokhtar El Harras et Driss Bensaid. Jeunesse estudiantine marocaine : Valeurs et stratégies. Publication de la Faculté des Lettres et des Sciences Humaines. 1995.

Rahma Bourqia, Mohamed El Ayadi, Mokhtar El Harras et Hassan Rachik. Les jeunes et les valeurs. EDDIF-CODESRIA. 2000.

économique, dans la mesure où la famille marocaine en général multiplie les stratégies et mobilise tout son potentiel humain pour augmenter ses revenus. Les jeunes qui sont instruits ont tendance à prêcher pour un rapport basé sur l'entente et le dialogue avec les parents.

Dans le cadre de la famille, les parents sont toujours respectés même lorsqu'ils ne le méritent pas, un fait qui est révélé par les données de l'EMV 2001.

Conditions pour aimer et respecter les parents

Opinion	% réponses
Quelles que soient les qualités et les défauts de ses parents, on doit toujours les aimer et les respecter.	97,3
On n'a pas le devoir de respecter et d'aimer ses parents quand ils ne l'ont pas mérité par leur comportement et leur attitude.	2,7

Source : EMV

L'ENV 2004 révèle le même constat. Pour 94 % les relations avec les parents doivent être maintenues indépendamment des qualités morales de ces derniers même si s'ils sont dépravés (fasdine).

Ce respect des enfants envers les parents se situe aujourd'hui dans un rapport de réciprocité, dans la mesure où les parents, à leur tour, devraient faire de leur mieux pour le bien être de leurs enfants. La majorité des interviewés de l'EMV 2001, à savoir 84,5 %, estiment que la responsabilité des parents exige que leur « devoir est de faire de leur mieux pour leurs enfants, même aux dépens de leur propre bien-être ». Ces données reflètent l'importance de l'enfant au sein de la famille ce qui place les parents dans une situation d'obligation de lui préserver du bien être.

Par ailleurs, la majorité des interviewés 88 % de l'ENV 2004 trouvent que les parents doivent dans tous les cas maintenir les relations avec leurs enfants même dans les cas de débauche. Ainsi les relations familiales l'emportent sur la moralité dans le rapport parent/enfants et enfant/parent.

5.4.2. Obéissance dans le cadre professionnel

Si l'obéissance a été dans le domaine professionnel une attitude qui va avec les instructions et directives reçues dans le travail, appelées *taalimat* dans le jargon administratif, on constate d'après les données de l'enquête que sur le lieu du travail on privilégie la persuasion et l'art de convaincre au lieu de l'obéissance aveugle.

Opinions envers les instructions

Opinion	% des réponses
On doit suivre les instructions	37,7
On doit d'abord être convaincu que les instructions sont justifiées	52,2
Cela dépend	10,1

Source : EMV

Dans l'EMV 2001, l'opinion du suivi des instructions dans l'absolu n'a été favorable que pour 37,7 % des répondants, alors que 52,2 % sont pour la justification et pour le fait d'être convaincu pour accepter les instructions.

Dans l'ENV 2004, il a été demandé aux interviewés « si le patron ou le supérieur demande à son subordonné de faire quelque chose d'illégal, est-ce qu'il doit le faire ou non ? » la majorité des réponses, 88,9% déclarent

qu'il ne doit pas le faire alors que 11,1% affirment qu'il doit le faire. La majorité optent pour la désobéissance lorsqu'il s'agit d'exécuter un acte illégal ordonné par le supérieur dans.

On pourrait conclure que le registre professionnel est moins régi par la valeur traditionnelle de l'obéissance que par les valeurs de dialogue, de l'art de persuasion, autrement dit par des valeurs rationnelles.

5.4.3. Obéissance et ordre social

L'obéissance à l'autorité est-elle une valeur ? Il a été demandé aux enquêtés dans l'EMV 2001 d'apprécier un certain nombre de faits. La question était formulée de la manière suivante : « Je vais vous citer des changements qui pourraient se produire dans notre manière de vivre d'ici quelque temps. Pouvez-vous me dire pour chacun d'eux si vous pensez que ce serait une bonne chose, une mauvaise chose ou si cela vous est égal » ? Les réponses se sont réparties de la manière suivante :

Appréciation d'un certains nombre de faits

	Bonne chose	Indifférent	Mauvaise chose	Total
Qu'on attache moins d'importance à l'argent et aux biens matériels	66,5	11,3	22,2	100
Que le travail prenne une place moins grande dans notre vie	41,4	15,6	41,0	100
Qu'on s'occupe davantage de développer des technologies nouvelles	92,5	6,1	1,4	100
Qu'on respecte davantage l'autorité	87,6	9,0	3,4	100
Qu'on attache davantage d'importance à la vie de famille	98,8	0,9	0,3	100

Source : EMV

87,6% des répondants considèrent que parmi les changements qui seraient considérés comme étant une bonne chose serait « qu'on respecte davantage l'autorité ». Ce choix s'explique par la menace de l'anarchie ou du chaos (*siba ou fitna*) qui plane sur les représentations de l'ordre social.

On pourrait en conclure que l'obéissance, sans disparaître comme principe qui règle la hiérarchie, est beaucoup moins tolérée dans le travail qu'elle ne l'est dans les rapports familiaux. Cependant l'autorité comme principe réglant l'ordre social ressort dans les données. Toutefois, sur un autre registre, la concertation, l'art de la persuasion et la participation sont de plus en plus perçus comme des principes qui devraient réguler les relations hiérarchiques professionnelles.

Il faudrait rappeler que ces principes vont de pair avec ceux de l'autonomie entièrement assumée, de la responsabilité, des choix de décisions et de la conscience des obligations. Quelles leçons pourrait-on tirer de EMV ?

5.5. Autonomie et responsabilité

L'autonomie, la prise d'initiative et la responsabilité individuelle et collectives sont des valeurs nécessaires pour garantir l'essor du développement humain. Pour cerner les opinions concernant les valeurs que les parents devraient encourager chez les enfants, la question suivante a été posée aux enquêtés lors de l'EMV 2001 : « Voici une liste de qualités que les parents peuvent chercher à encourager chez leurs enfants. Pouvez-vous me citer celles que vous considérez comme particulièrement importantes ? Nommez les plus importantes, au maximum 5. ». Les réponses à cette question nous permettent d'évaluer le degré d'encouragement des valeurs qui sont liées à l'épanouissement de l'individu en tant qu'individu.

**Les qualités à encourager chez les enfants
(Les qualités mentionnées et pas mentionnées)**

Les qualités	Important	Pas mentionné
L'indépendance	36,9	63
L'application au travail	68,8	31,2
Le sens des responsabilités	64,4	35,6
L'imagination	9,9	90,1
La tolérance et le respect des autres	64,7	35,3
L'esprit d'économie, ne pas gaspiller l'argent et le reste	35,8	64,2
La détermination, la persévérance	16,4	83,6
La foi religieuse	77,3	22,7
L'abnégation (esprit de sacrifice)	10,7	89,3
L'obéissance	50,8	49,2

Source : EMV

Le sens des responsabilités a été mentionné par la majorité, à savoir 64,4 % des enquêtés. Par contre, les qualités telles que l'indépendance, l'imagination, la détermination, la persévérance, l'esprit économique, l'abnégation et l'esprit de sacrifice n'ont été mentionnés que par une minorité des interviewés. Ceci pourrait être interprété comme une hésitation à intégrer entièrement dans le système éducatif familial les qualités et les valeurs qui encouragent l'autonomie individuelle, l'indépendance et la prise du risque. Ceci a un impact certain sur la dépendance de l'individu et sur sa liberté de choix et sa capacité de se prendre en charge. Pour tester cette liberté de choix, il a été demandé aux enquêtés -de se situer dans une échelle de 1 à 10 pour apprécier le degré de leur liberté de choix. La question était formulée de la manière suivante : « Certaines personnes pensent qu'elles détiennent une liberté de choix et un contrôle complet sur leur vie. D'autres pensent qu'elles n'ont aucun pouvoir réel sur ce qui leur arrive. Veuillez utiliser cette carte pour indiquer dans quelle mesure vous pensez avoir la liberté de choix et le contrôle sur votre vie. ». Les réponses se répartissent comme suit :

Degré de liberté de choix

Echelle	Pas du tout	2	3	4	5	6	7	8	9	Beaucoup
% réponses	11,9	2,9	4,6	4	24,1	6,5	6,6	7,8	5,3	26,2

Source : EMV

On constate une dispersion des réponses sur l'échelle de la grille. Les répondants n'étaient point majoritaires à affirmer qu'ils détiennent la liberté de choix et un contrôle sur leur vie. Néanmoins 52,4 % des interviewés se situent dans l'échelle de 6 à 10, c'est-à-dire dans la tendance de ceux qui ont la liberté de choix. Ceci s'explique par le fait que la notion d'individu capable de faire face à des choix émerge avec une hésitation entourant encore sa complète réalisation. Ceci s'explique à la fois par le fait que l'individu dans le contexte marocain demeure, en général, confronté aux aléas de la vie, et par le système éducatif qui ne met pas encore l'accent sur la prise en charge de la destinée de l'individu par l'individu lui-même.

C'est dans le rapport à l'état qu'on constate la tendance vers la dépendance. Pour la tester, il a été demandé aux enquêtés de placer leur réponses sur une échelle, en formulant la question de la manière suivante : « J'aimerais à nouveau que vous me donniez votre opinion sur un certain nombre de sujets. À quel endroit placeriez-vous votre opinion sur cette échelle ? Si vous êtes tout à fait d'accord avec la phrase qui se trouve à

gauche, choisissez le chiffre 1. Si vous êtes tout à fait d'accord avec la phrase qui est à droite, choisissez le nombre 10. Vous pouvez utiliser les chiffres intermédiaires pour nuancer votre opinion. »

Opinion sur la responsabilité de l'état

	L'Etat devrait avoir davantage la responsabilité pour satisfaire les besoins de chacun										Les individus devraient avoir davantage la responsabilité de subvenir à leurs propres besoins	NSP
Echelle	01	02	03	04	05	06	07	08	09	10	99	
% réponses	37,7	3,4	7	5	24,5	2,6	03	2,8	1,5	17,5		

Les réponses penchent plus vers la responsabilité de l'état avec 37,7 % de réponses tranchées et 72,6 % qui se situent dans la grille de 1 à 5, c'est-à-dire dans la catégorie qui aurait tendance à responsabiliser l'état pour satisfaire les besoins de chacun. Ceci nous permet de conclure que la valeur du droit ne s'accompagne pas d'une grande participation aux affaires publiques et par la valorisation des obligations et de la responsabilité des individus et des groupes. La responsabilité et les obligations continuent à être celles des autres et de l'état.

Le sociologue Bryan Wilson²⁰ développe la théorie selon laquelle dans le passé il y avait une cohérence et un consensus au niveau du système éducatif et entre les institutions porteuses de valeurs, à savoir la famille et l'école, et que ces mêmes valeurs étaient transposées dans les autres contextes tels que le monde professionnel, les rapports sociaux, etc. ; une sorte de continuité entre l'espace privé et l'espace public quant aux valeurs qui les régissent. Ces valeurs, en raison de la cohérence du système éducatif étaient intériorisées et faisaient en sorte que la valeur est la même dans différents contextes. Cette intériorisation des valeurs facilitait l'adaptation des individus dans la société et dans différents contextes. Aujourd'hui, il y a un clivage entre la famille, l'école et le monde professionnel. On pourrait valoriser l'obéissance dans une sphère et pas dans l'autre. Ainsi, chaque sphère pourrait avoir ses normes et ses valeurs. En outre, une disparité existe entre les modes de socialisation de l'individu au sein de la famille selon des catégories sociales, fermeture ou ouverture, niveaux d'instruction, etc. Une dissociation s'opère entre la sphère privée et la sphère publique et entre les valeurs que chaque sphère véhicule.

5.6. Degré de satisfaction

5.6.1. Au niveau individuel

Le degré de satisfaction général des individus au sein de la société est un facteur important de mobilisation pour le développement. Concernant l'appréciation sur le bien être général au niveau de la personne, la majorité des enquêtés estiment qu'ils sont assez satisfait de leur vie.

Satisfaction personnelle

Appréciation	% des réponses
Très heureux	25,8
Assez heureux	55,9

20. Bryan Wilson, « Morality in the evolution of the modern social system », *The British Journal of Sociology*, 36, 3, September 1985, 315-332). Voir aussi Raymond Boudon. *Déclin de la morale ? Déclin des valeurs ?* PUF, 2002, p. 9-10

Pas très heureux	14,7
Pas heureux du tout	3,7
Total	100

Source : EMV

Pour la satisfaction sur le plan financier, il a été demandé aux enquêtés de faire une appréciation sur une échelle nuancée de 1 à 10. La question a été formulée de la manière suivante : « Dans quelle mesure êtes-vous satisfait ou pas satisfait de la situation financière de votre foyer ? Si vous n'êtes pas du tout satisfait, choisissez 1 ou une valeur proche de 1, si vous êtes tout à fait satisfait, choisissez 10 ou une valeur proche de 10. Vous pouvez utiliser les chiffres intermédiaires pour nuancer votre opinion. »

Appréciation de la, situation financière

Echelle	Pas du tout satisfait	2	3	4	5	6	7	8	9	Beaucoup satisfait
% réponses	7,1	4,6	8,3	10,7	30,7	10,2	9,1	6,9	3,4	9,2

Source : EMV

On remarque que 61,4% des réponses se situent entre 1 et 5 sur l'échelle, et cela représente ceux qui ne sont pas satisfaits, alors que 38,6% se situent dans tranche de ceux qui sont satisfaits.

Appréciation sur la vie menée en ce moment (au moment de l'enquête)

Echelle	Pas du tout satisfait	2	3	4	5	6	7	8	9	Très satisfait
% réponses	5,2	3,6	5,5	7,4	29	10,3	9,4	8	5	16,6

Source : EMV

Pour ce qui de l'appréciation sur la vie menée en ce moment (moment de l'enquête), 49,3 % des répondants sont plus au moins satisfaits contre 50,7 % de non satisfaits. Ceci montre que la population enquêtée est partagée entre la satisfaction et la non satisfaction concernant leur vie. À remarquer que seuls 5,2 % des interviewés ont eu une réponse tranchée concernant leur non satisfaction.

5.6.2. Au niveau de la collectivité

Interrogés dans l'ENV 2004, sur la confiance dans l'avenir du pays, la majorité 64 % déclare être confiante, 23 % un peu confiance et 11,2 % pas confiance. En général, ceci pourrait être interprété comme un indicateur -de satisfaction de la majorité par rapport à l'évolution de leur société et aux changements observés.

5.7. Le travail est-il une valeur ?

5.7.1. Valorisation d'un travail sécurisant

Les opinions concernant le travail donneraient une idée sur le degré de valorisation du travail et sur les principes qui la fondent. Lorsqu'il a été demandé aux enquêtés de EMV 2001 de mentionner sur une liste de qualités, celles que les parents peuvent chercher à encourager chez leurs enfants, l'application au travail a été mentionnée par 68,8% de personnes. Ce qui indique que le travail est valorisé par la majorité dans l'éducation des jeunes.

Cette enquête montre aussi que ce qui est recherché essentiellement à travers le travail, c'est le salaire et la garantie de l'emploi (73,9 % des réponses). Il a été demandé aux interviewés de préciser parmi les critères recherchés dans un travail ceux auxquels ils tiennent en premier et en second lieu.

Choix de critères

Carte 10	1 ^{er}	2 ^e
Un bon salaire pour ne pas avoir de soucis d'argent	32	31,7
Un emploi garanti sans risque de fermeture de l'entreprise ou de chômage	41,9	32,8
Travailler avec des gens qu'on aime	6,8	18,1
Faire un travail important qui donne le sentiment de s'accomplir	19,2	17,4
Total	100	100

Source : EMV

Ce constat est confirmé par l'ENV 2004, où 74,3% citent la sécurité de l'emploi (*rasmi*) et le bon salaire comme caractéristiques idéales d'un bon emploi, alors que seul 15,1 % cite le travail reposant comme caractéristique.

5.7.2. Valorisation de la compétence et du mérite

La différenciation au niveau des salaires sur la base de la compétence semble être favorisée par la majorité des interviewés de l'EMV 2001. Les opinions exprimées sur deux secrétaires où l'une est mieux payée en raison de sa rapidité dans le travail et de son efficacité, sont majoritaires à trouver que cela est juste (94,6%).

Opinions sur la différenciation des salaires entre deux secrétaires où l'une est plus compétente que l'autre

Opinion	% Réponses
Juste (différence sur la base de compétence)	94,6
Pas juste (différence sur la base de compétence)	5,4
Total	100

Source : EMV

La majorité des répondants a confirmé ce constat en répondant à la question suivante : « J'aimerais à nouveau que vous me donniez votre opinion sur un certain nombre de sujets. À quel endroit placeriez-vous votre opinion sur cette échelle ? Si vous êtes tout à fait d'accord avec la phrase qui se trouve à gauche, choisissez le chiffre 1. Si vous êtes tout à fait d'accord avec la phrase qui est à droite, choisissez le nombre 10. Vous pouvez utiliser les chiffres intermédiaires pour nuancer votre opinion ».

Echelle d'appréciation de l'effort individuel

Les revenus devraient être plus égalitaires									Les différences de revenu sont nécessaires pour encourager l'effort individuel	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	Total
10,4	0,8	2,7	2,6	8,6	2,9	6,7	5,8	4,8	54,8	100

Source : EMV

Une minorité trouve qu'il faudrait que les revenus soient égaux, alors qu'il y a une concentration de réponses, 54,8 %, autour de l'opinion que les différences de revenus sont nécessaires pour encourager l'effort individuel.

L'ENV 2004 montre que 88,6 % recommandent une meilleure rémunération pour les personnes compétentes et seulement 11,4 % pensent que la rémunération doit être identique pour tous ceux qui pratiquent le même travail.

Les données de l'ENV 2004, dévoilent le même constat, à savoir la valorisation de l'effort et du travail. Dans cette enquête 77,3 % déclarent que pour être riche il faut travailler. Le travail vient avant l'héritage 2,9 %, l'émigration 8,6 %, les moyens illicites 6,2 % et autres 5 %. Par ailleurs 75,5 % disent qu'ils continueront à travailler même s'ils deviennent riches alors que seulement 24,5 % disent le contraire.

On peut conclure que, la compétence et l'effort individuel semblent être appréciés et valorisés par la majorité des interviewés des deux enquêtes et que le travail est perçu par la majorité comme une valeur.

5.7.3. Prendre le risque : phénomène émergent

La fonction publique constitue une sécurité dans l'emploi. Lors de l'ENV 2004, il a été demandé aux gens « si l'occasion d'avoir un capital pour créer une entreprise est offerte à vous, alors que vous êtes dans la fonction publique, est-ce que vous abandonnez la fonction publique pour créer une entreprise ? ». La majorité 58,3% ont répondu qu'il préfèrent préserver leur fonction, alors que 41,7% déclarent qu'ils sont prêts à prendre le risque. Si la majorité de ceux qui sont favorables à préserver leur emploi dans la fonction publique confirme une réalité connue de tous, les 41,7% qui sont prêts à prendre le risque et à prendre l'initiative d'abandonner leur fonction pour créer une entreprise est un phénomène émergent.

5.8. Le sentiment d'appartenance

Le sentiment d'appartenance est un autre facteur de motivation pour le développement du pays. Un certain discours véhiculé par une partie des jeunes qui désirent immigrer à la recherche d'emploi pourrait que le sentiment d'appartenance au pays recule ; or les données de cette enquête montrent le contraire. À la question de l'EMV 2001: « À quel point êtes-vous fier d'être marocain/e? », La majorité répondent qu'ils sont fiers d'être marocains.

Appréciation sur le fait d'être marocain

Appréciation	% Réponses
Très fier	88,2
Assez fier	9
Pas très fier	1,9
Pas fier du tout	0,9
Total	100

Source : EMV

La question sur le sentiment d'appartenance révèle que 61,7% de enquêtés ont répondu que le pays (le Maroc) est la première unité d'appartenance.

Sentiment d'appartenance

Opinions	% réponses
Oui	94,4
Non	5,6
Total	100

Source : EMV

Le corollaire de ce sentiment d'appartenance au Maroc et la fierté de s'y identifier, est la volonté de le défendre en cas de guerre. A la question posée lors de EMV : « Naturellement, nous espérons tous qu'il n'y aura pas d'autre guerre; mais si cela arrivait, seriez-vous prêt à vous battre pour votre pays? », une écrasante majorité se prononce pour la défense du pays.

Défense du pays en cas de guerre

Unité	% réponses
Votre commune	18,4
Votre province	10,6
Le Maroc en général	61,7
Les Pays arabes	5,2
Le monde entier	4,1
Total	100

Source : EMV

On ne pourrait que conclure que selon les données, le sentiment d'appartenance au Maroc est solide.

5.9. Perspectives pour le Maroc

Concernant les opinions sur les perspectives du Maroc, les buts à se fixer et les mesures à entreprendre pendant les prochaines années, les réponses se répartissent comme indiqué ci-dessous. À la question : « Les gens parlent parfois des buts que le Maroc devrait se fixer pour les dix prochaines années. Parmi les buts figurant sur cette carte, pouvez-vous m'indiquer celui qui vous paraît le plus important » ? nous avons recueilli les réponses suivantes déclinées par groupe :

Groupe 1 de buts à se fixer par le Maroc

Opinion	Le plus important
Un haut niveau de croissance économique	58,6
Assurer au pays une armée forte pour se défendre	14,3
Faire en sorte que les gens aient davantage leur mot à dire dans leur travail, leur quartier, leur commune	11,9
Essayer de rendre nos villes et nos campagnes plus belles	15,2
Total	100

Source : EMV

Pour un deuxième groupe de buts à se fixer par le Maroc, les réponses se répartissent comme suit :

Groupe 2 de buts à se fixer par le Maroc

Opinion	Le plus important
Maintenir l'ordre dans le pays	51,2
Améliorer la participation des citoyens aux décisions du gouvernement	9,0
Combattre la hausse des prix	26,6
Garantir la liberté d'expression	13,2
Total	100

Source : EMV

La majorité -fait ressortir la croissance économique et la sécurité comme buts primordiaux à se fixer dans l'avenir. Garantir la liberté d'expression ne recueille que 13,2 % des réponses. Ceci s'explique, non pas par le peu d'intérêt accordé à cette liberté d'expression, mais par les avancées réalisées par le Maroc dans ce domaine durant ces dernières années.

Le primat de l'économie traverse plusieurs opinions relevées par l'enquête. Il a été demandé aux enquêtés d'apprécier un certain nombre de faits. La question était formulée de la manière suivante : « Je vais vous citer des changements qui pourraient se produire dans notre manière de vivre d'ici quelque temps. Pouvez-vous me dire pour chacun d'eux si vous pensez que ce serait une bonne chose, une mauvaise chose ou si cela vous est égal »? Les réponses se sont réparties de la manière suivante :

Appréciation d'un certains nombre de faits

	Bonne chose	Indifférent	Mauvaise chose	Total
Qu'on attache moins d'importance à l'argent et aux biens matériels	66,5	11,3	22,2	100
Que le travail prenne une place moins grande dans notre vie	41,4	15,6	41,0	100
Qu'on s'occupe davantage à développer des technologies nouvelles	92,5	6,1	1,4	100
Qu'on respecte davantage l'autorité	87,6	9,0	3,4	100
Qu'on attache davantage d'importance à la vie de famille	98,8	0,9	0,3	100

Source : EMV

L'importance accordée à l'économique ressort aussi dans les réponses à la question suivante : « J'aimerais à nouveau que vous me donniez votre opinion sur le sujet de la concurrence. À quel endroit placeriez-vous votre opinion sur cette échelle ? Si vous êtes tout à fait d'accord avec la phrase qui se trouve à gauche, choisissez le chiffre 1. Si vous êtes tout à fait d'accord avec la phrase qui est à droite, choisissez le nombre 10. Vous pouvez utiliser les chiffres intermédiaires pour nuancer votre opinion ».

Appréciation sur la concurrence

La concurrence est une bonne chose. Elle pousse les gens à travailler dur et à développer de nouvelles idées		La concurrence est dangereuse. Elle conduit à développer ce qu'il y a de pire chez les gens
01	02 03 04 05 06 07 08 09	10
67	4,2 6,9 5,5 10 1,4 0,4 0,5 0,4	3,7

Source : EMV

La majorité des réponses (67 %) se range du côté de la concurrence qui corollaire ? de la compétition et de concurrence loyale qui est appréciée.

À la question sur les trois attitudes fondamentales vis-à-vis de la société dans laquelle ils vivent, les interviewés ont été majoritaires (84,7 %) à favoriser les réformes de la société, contre les changements radicaux.

Opinions envers le changement de la société

Opinion	Pourcentage des réponses
Il faut changer radicalement toute l'organisation de notre société par une action révolutionnaire.	6,4
Il faut améliorer petit à petit notre société par des réformes.	84,7
Il faut défendre courageusement notre société actuelle contre toutes les forces subversives.	9

Source : EMV

En conclusion, ces données nous permettent d'apprécier le degré et les niveaux de cohésion sociale à travers l'examen des valeurs. Il en ressort deux tendances:

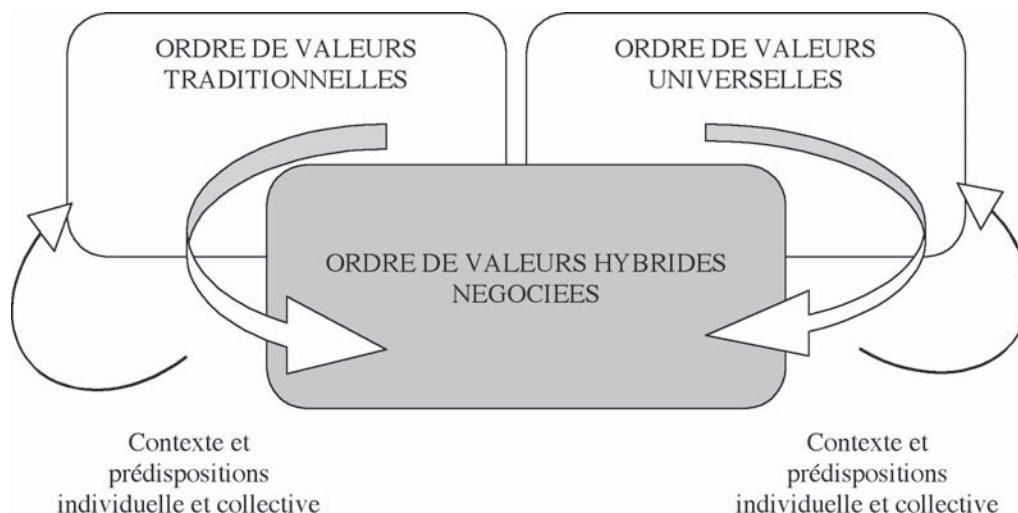
- Une tendance où les valeurs sont largement partagées. Elle manifeste une cohésion sociale forte. Cette tendance se dégage à travers des indicateurs tels que l'appartenance religieuse, la fierté à l'égard du pays, le degré élevé de satisfaction, la confiance dans les institutions sources de sécurité. On pourrait dire que c'est au niveau supérieur des valeurs : valeurs de la religion, de l'appartenance au pays, de la démocratie, et le sentiment d'avoir des institutions du maintien de l'ordre qu'on mesure le degré de cohésion sociale, cette cohésion qui est parfois appelée consensus. Il s'agit d'instances engagées dans l'amélioration des niveaux de vie des gens.
- Une tendance où le niveau de cohésion est faible en raison des divergences d'appréciation et de du faible niveau d'adhésion des individus. Les indicateurs dans ce sens sont la participation politique, l'appartenance politique et les valeurs/ supports de l'ordre politique démocratique.

6. Perspectives conceptuelles

L'évolution et les changements des valeurs au sein de la société marocaine de l'indépendance à nos jours ne devraient pas être approchés d'une manière normative. Les changements ne sont ni positifs ni négatifs, mais répondent au rythme de l'évolution de la société marocaine, à son époque et aux changements imposés par la globalisation et par l'élargissement du marché des valeurs et leur libre circulation.

L'ordre traditionnel, dans lequel s'inscrivaient les valeurs traditionnelles, examiné dans les premières sections de cette contribution, est en recul. Mais, ce recul ne se traduit nullement par la mise en place intégrale d'un répertoire de valeurs dites universelles ou de modernité. La notion de « société composite », utilisée par Paul Pascon pour qualifier la société marocaine, laisse la place à une société hybride, où l'ordre des valeurs devient de plus en plus un ordre hybride négocié qui draine ses éléments à la fois d'un ordre de valeurs traditionnelles et d'un ordre de valeurs universelles et du répertoire de la modernité²¹. Il pourrait être représenté par le schéma suivant :

21. Voir : Rahma Bourqia. « Identité, globalisation et hybridation. Réflexion sur les frontières culturelles de la société marocaines » in, *Le Maroc à la veille du troisième millénaire : Défis, chances et risques d'un développement*. Edité Par Mohamed Berriane et Andreas Kagerleier. Faculté des Lettres et Sciences Humaines. 2002. pp. 157-164



Ce schéma montre que le nouvel ordre de valeurs hybrides est constamment négocié et se met en avant par rapport aux autres. Il marque l'évolution des valeurs dans la société marocaine d'aujourd'hui, et draine ses éléments à la fois de l'ordre traditionnel et de l'ordre moderne tout en procédant à des transformations nécessaires pour que les éléments drainés intègrent le nouvel ordre des valeurs. Cette négociation qui le caractérise offre la possibilité des allers et retours ou des fixations et des dépassements, selon le contexte sociétal et les prédispositions des individus et des groupes et selon leurs stratégies individuelles et collectives.

D'un point de vue des acteurs sociaux, l'ordre universel, parce qu'il -projette les individus dans un nouveau système, implique une rencontre avec l'inconnu et la prise du risque pour faire face à des situations inédites. Il implique aussi, au niveau des individus, de se doter d'atouts et de prédispositions appropriées pour y accéder. Par contre, l'ordre traditionnel, ayant un ancrage dans la société, fait partie du familier et de l'expérimenté, et ceux qui le défendent le justifient par la religion. L'ordre traditionnel est toujours revisité sous la bannière de la religion qui lui permet de fonctionner comme un principe de légitimité. On se cache derrière la légitimité de la religion parce qu'elle est une valeur sûre qui rassure.

Plusieurs facteurs expliquent ce fait. On pourrait les résumer en deux points:

1. évolution de la société marocaine n'a été accélérée que par le contact avec la colonisation et l'occident ; son élite traditionnelle a résisté à tout ce qui provenait de l'occident, et n'a par conséquent pas intégré la modernité et les valeurs universelles dans sa propre histoire et de sa culture, alors qu'une autre élite imprégnée de valeurs modernes a émergé sans s'imposer ni contribuer d'une manière efficace à la réalisation à l'éclosion d'une révolution culturelle par ses écrits.
2. La recherche de la sécurité, fait en sorte qu'on n'abandonne pas un ordre sans être sûr que le nouveau soit approprié. Plus que cela, en cas de difficultés et de désarroi, on revient vers des valeurs qui rassurent: la religion, la famille et par extension la communauté restreinte.²²

22. L'idée que les sociétés s'acheminent vers une uniformisation des valeurs est en partie une illusion. Cette uniformisation est contrecarrée par une localisation des valeurs. Ce n'est point un hasard qu'on assiste de nos jours, à travers le monde, à la localisation politique du religieux et à la montée du communautarisme. La valeur de la religion norme qui porte en elle-même un programme universel qui articule leur mode éthique et symbolique, par un effet pervers, devient un éclatement du religieux, en sectes et groupes et groupuscules porteurs chacun de vérités religieuses dans un champ de négociation sur les valeurs. Ronald Inglehart and Wayne Baker exposent ces théories dans leur article : « Modernization, cultural change and persistence of traditional values ». *American Sociological Review*. 2000, n° 65, p.19-51. Page 22

Dans ce nouvel ordre hybride constamment négocié on pourrait se demander comment discerner entre les valeurs sûres et le reste ? Raymond Boudon²³ écrit que « des projets, des idées, des propositions traversent incessamment les sociétés, à l'initiative des acteurs sociaux. Elles font l'objet d'appréciations. Leur *valeur* se décante progressivement... [l'abolition de la peine de mort, l'abolition de l'esclavage, etc.] Dans tous les cas, on s'aperçoit que ces idées et ces valeurs se sont imposées parce qu'elles ont été progressivement perçues comme s'appuyant sur *des raisons fortes*. ». C'est ainsi que cet auteur avance l'idée qu'à travers l'histoire, les acteurs et les groupes sociaux s'avancent avec des valeurs et des projets de valeurs différents, voire contradictoires. Mais par un effet de décantation, certaines valeurs restent à la surface parce qu'elles se basent sur -ce qu'il appelle « des raisons fortes ». Dans le cadre de cette argumentation, il nous présente un exemple de ces raisons fortes : c'est « sur la base de *raisons fortes* que le rôle de la presse est de m'informer, or tous les journaux s'étendent interminablement sur telle « petite phrase » par laquelle un homme politique tente de se mettre sur orbite et sur tel livre insignifiant » ; « résultat : le « discrédit » de la classe politique et médiatique, « la crise de la presse écrite », Pourquoi ce « discrédit », pourquoi cette crise ? Tout simplement parce que le public compare l'état de la presse et de la politique avec une conception qu'il se fait de ces deux fonctions, laquelle est fondée sur *des raisons fortes* »²⁴, à savoir d'informer le public pour la presse et servir le citoyen pour la politique. Ainsi, les individus incapables de contrecarrer ce mouvement à l'encontre des valeurs basées sur des *raisons fortes*, réagissent et sanctionnent par discrédit.

La négociation autour des valeurs et leur hybridité ne sont point des caractéristiques propres de la société marocaine, mais représentent une particularité de notre époque, celle de la globalisation. Devant ce fait l'anthropologue indien d'Arjun Appadurai²⁵ nous invite à adopter ce qu'il appelle « un humanisme tactique ». Il écrit :

Il me semble que nous devons avoir recours à l'humanisme tactique, c'est-à-dire un humanisme reposant non pas sur des principes universels préétablis, mais sur la poursuite d'un processus de négociation sans fin. Il ne s'agit pas d'un encouragement au relativisme car l'humanisme tactique ne croit pas à l'équivalence de toutes les valeurs, mais à la production de valeurs à l'issue d'un débat, et cela même en dépit des menaces représentées par un nationalisme archaïque. L'humanisme tactique suppose -que nous reconnaissons ne plus pouvoir nous reposer sur les certitudes morales des nations et que nous sommes entrés dans une période où le droit d'être civil devra être refondé, dans un contexte marqué par les assauts répétés du monde cellulaire²⁶. Nous allons au-devant de guerres de diagnostics dont l'objet sera la recherche d'un ennemi et de la justice *post factum*. Dans un tel monde, nous devons cesser de considérer l'universel comme une garantie, afin de construire des repères en fonction des urgences de l'heure. Tel est selon moi notre défi actuel : promouvoir un humanisme prêt à négocier au-delà des frontières et débarrassé de tout présupposé universaliste.»

Evidemment, notre auteur se place dans un contexte international pour penser les valeurs, et son message est destiné à l'Occident.

À cet « humanisme tactique » adopté par les sociétés pour négocier au-delà des frontières, à l'échelle internationale et dans un monde où le marché des valeurs s'élargit permettant une grande circulation des

23. Raymond Boudon. *Le sens des valeurs*. PUF. 1999. p. 342-343.

24. Raymond Boudon. *Le sens des valeurs*. PUF. 1999. p. 346.

25. Arjun Appadurai, « Vers le choc des valeurs ou hybridation des valeurs ? », in : *Où vont les valeurs ?* Sous la direction de J. Bindé. Editions UNESCO. Albin Michel. 2004, p.39

26. Arjun Appadurai, voudrait dire par monde cellulaire, celui des réseaux informels souterrains (terroristes et autres) par opposition au monde qu'il appelle « vertébré », monde organisé et institué. Il écrit : « Nous ferions cependant fausse route si nous pensions que la cellularité caractérise seulement des groupes séditieux dévolus à la terreur. Elle est en effet typique de nombre de nos plus remarquables mouvements civilisés. Derrière les incidents anti-mondialisation de Seattle, Washington ou Milan se cache une grande diversité de mouvements pacifiques cellulaires connectés par e.mail, disposant d'actifs financiers, d'une source de légitimité non-gouvernementale et de moyens de communication et de contrôle puissants. Ce que nous appelons la « société civile mondiale » prend donc bien souvent des formes cellulaires ». op.cit. p. 40.

valeurs, il faudrait ajouter, à l'échelle nationale, cette négociation à travers le débat : un débat armé de connaissance et basé sur des études. Mais face à cette négociation sur le marché des valeurs, l'état, principe suprême d'une société, devrait jouer le *rôle de régulateur*, pour défendre le noyau central de valeurs qui fonde les sociétés modernes d'aujourd'hui, tout en garantissant la liberté d'expressions des valeurs périphériques. Le défi auquel fait face tout état aujourd'hui, est justement celui de défendre ce noyau central tout en préservant une place à des valeurs qui sont le produit d'un processus de démocratisation.

7. Perspectives

Il est difficile de cerner la prospective lorsqu'il s'agit de valeurs. Leur fluidité et la négociation dont elles font l'objet sur le marché de la bourse des valeurs, font que ces valeurs ne connaissent pas une évolution linéaire, mais un va et vient entre le passé et le présent et entre l'ordre traditionnel et l'ordre universel, en réponse à des stratégies individuelles ou collectives, dans un cadre local, national ou international.

Concernant la prospective, en raison de l'état malléable des valeurs, l'évolution future ou prospective dépend des actions à entreprendre pour renforcer les valeurs fortes ou ce que R. Boudon a appelé les raisons fortes de certaines valeurs. Il y aurait toutefois deux niveaux à prendre en considération :

- Un niveau qui échappe aux politiques internes, imposé par la globalisation et par les conjonctures internationales où les valeurs se bousculent et se brouillent dans le tourbillon des luttes et des guerres réelles ou idéologiques.²⁷
- Un autre niveau est plus maîtrisable, et concerne le niveau interne où les politiques de l'état pourraient influencer sur les canaux de production, de reproduction ou de renforcement de valeurs. Il faudrait noter que l'intervention de l'état au niveau des valeurs n'est point une intervention directe ; l'état et les politiques pourraient favoriser le contexte pour un choix des valeurs, et par conséquent contribuer à la production du sens des valeurs. Deux niveaux me paraissent importants pour la perspective future :

7.1. Le politique

L'état doit jouer un rôle non pas comme instance productrice de valeurs mais comme régulateur pour produire le sens et le bon sens, et pour défendre le noyau de valeurs centrales sur lequel se base le projet de société moderne. À savoir que les principes de modernité n'abandonnent pas la religion, mais intègrent ses valeurs et la protègent contre les enjeux et les surenchères politiques, tout en protégeant la pluralité des valeurs.

Par exemple, la démocratie demeure une valeur dont le contenu (ou le sens) n'est pas entièrement assimilé. La politique préconisée par l'état devrait renforcer et œuvrer au niveau du contenu de la démocratie.

La démocratie est conditionnée par ses supports, à savoir :

- a. Les institutions et les lois
- b. L'intérêt, la participation et l'action
- c. La culture politique

²⁷ La tension autour des valeurs est un phénomène global. Voir : *Où vont les valeurs ?* Sous la direction de Jérôme Bindé. Editions UNESCO. Albin Michel. 2004.

Tous ces supports convergent pour créer la démocratie comme valeur. Or il a été constaté que l'intérêt, la participation et la culture démocratique font défaut, alors que la démocratie comme modèle de gouvernement est favorisée. Le changement social de la société marocaine ouvre une nouvelle sphère de valeurs qui n'arrivent pas encore à trouver ancrage dans le système de représentations, ni dans les comportements et les pratiques : à savoir le civisme et la citoyenneté accomplie et la responsabilité individuelle, et le respect des différences, éléments sur lesquels se base la société démocratique moderne. D'où la nécessité d'œuvrer pour renforcer la démocratie.

Le canal le plus important de la production des valeurs est l'éducation en tant que contenu. Aujourd'hui, l'individu est soumis à un assaut médiatique qui lui offre toutes sortes d'idées, transformables en modèles de pensée et en normes de conduites. Les institutions éducatives ne pourraient rivaliser en terme d'impact avec le médiatique télévisuel qui contribue intensément à animer et à créer une tension dans le marché des valeurs. L'institution éducative ne pourrait qu'emprunter un détour pour former, ou produire, un individu responsable, doté de la capacité de faire des choix. Il s'agit de socialiser l'individu pour aller vers des choix rationnels²⁸. Dans ce contexte, le contenu que transmet l'institution éducative serait à prendre au sérieux par les politiques.

7.2. Le savoir et la connaissance

Les valeurs accompagnent le projet d'une société, le renforcent ou le retardent. Il est évident que la société marocaine opte pour un projet de société dont le développement humain est central. Or il n'y pas de projet sociétal sans développement de la connaissance. Cette connaissance qui ne devrait pas se limiter aux aspects techniques et économiques du développement, mais inclure aussi la connaissance des hommes et des femmes, faiseurs et cibles du développement. Il faudrait noter que depuis l'indépendance, le Maroc a connu une carence au niveau du développement du savoir opérationnel sur la société, sur les représentations, les comportements et les attitudes. Inutile de rappeler que la sociologie coloniale, qui a produit des masses d'informations et de connaissances sur la société marocaine, sur ses coutumes, ses institutions sociales, politiques et sur son histoire, pour accompagner le projet colonial, continue à lancer un défi à la connaissance sociale marocaine. Le Maroc a accumulé un grand déficit au niveau de l'analyse des composantes de la société. L'absence d'études de grande envergure sur les sondages d'opinions et les valeurs ne constitue qu'un aspect de ce déficit²⁹.

Il faudrait donc, dans la perspective de 2020 encourager :

- la création des centres d'études et de recherche en sociologie et en sciences sociales, et définir un vaste programme d'études et de recherche dans ce domaine. -
- les universités à créer des centres en sciences sociales et les doter de moyens³⁰, du fait que l'université et les instituts de recherche sont les lieux et le cadre appropriés pour le développement de la connaissance et du savoir.

28. L'orientation vers le choix rationnel s'avère important dans la mesure où il y a un processus irréversible de démocratisation qui a touché dans les sociétés occidentales même la vie personnelle. Comme l'écrit Kaufman : « ce qui se développe sous nos yeux (la démocratisation de la vie personnelle) ouvre de nouveaux horizons. L'individu choisit sa vérité, sa morale, ses liens sociaux, son identité. Nous n'en sommes qu'au début d'une imprévisible révolution ». Voir Jean Claude Kaufmann. *Ego. Pour une sociologie de l'individu*. Nathan. 2001, p. 238

29. Des études plus systématiques quantifiées devraient être mener pour vérifier un certains nombres d'hypothèses émises dans ce document qui se voulait une analyse qualitative de l'aventure qu'on connu certaines valeurs traditionnelles depuis l'indépendance et l'émergence de nouvelles valeurs et les tensions qui traversent la sociétés autour des valeurs.

30. Raymond Boudon écrit que « ...les sciences sociales sont aujourd'hui l'un des piliers de l'enseignement et, par là, une pièce maîtresse de la socialisation du citoyen ». Voir R. Boudon. *Le sens des valeurs*. PUF, 1999, page 324

C'est sur le terrain du savoir et à travers un débat réfléchi que se décantent les valeurs. Par exemple, le clivage tradition/ modernité qui est véhiculé par les discours politiques et médiatiques, pousse vers une guerre des mots et des référentiels, et vers le refuge des uns dans une tradition idéalisée, les des autres dans une modernité imaginée ; ce n'aboutit qu'à de vaines tensions autour des valeurs et non à un débat. Celui-ci ne pourrait s'opérer que sur le terrain du savoir et de la connaissance pour déconstruire et comprendre à la fois la tradition et la modernité, non pas comme deux réservoirs antagonistes, mais comme des composantes de notre présent en sachant que la tradition se renouvelle constamment à travers l'histoire et que la modernité n'est point étrangère à nous même.

7.3. Nouveaux indices du développement humain

Il me semble judicieux d'élaborer de nouveaux indices de développement humain pour prendre en considération ses différentes composantes.

Dans l'évaluation et l'appréciation du développement humain, il faudrait concevoir de nouveaux indices culturels du développement humain. Si nous acceptons les prémisses de départ, à savoir que le développement humain a trois composantes : économique-sociale, politique et culturelle, il serait opportun d'élaborer une grille d'indices clés pour mesurer la dernière composante.